

**Souffrances et turpitudes autour
d'un monument devenu mémorial**

et

***La jeunesse ensevelie des
humbles de vingt ans***



SOMMAIRE

1. Des chiffres accablants,des dates,des acteurs.....	Page 3
2.Autour d'un scandale(1) :Le Finistère(LF), 12 juillet 1924.....	Page 4
3. L'affaire du Monument à la Chambre : LF, 12 juillet 1924.....	Page 12
4. Autour d'un scandale(2) :LF , 19 juillet 1924.....	Page 14
5. Chez les instituteurs (1) : Le Courrier du Finistère(LCF), 12 juillet 1924.....	Page 24
6. Hardi les laïques ; LCF, 12juillet 1924.....	Page 30
7.Chez les instituteurs(2); LCF , 19 juillet 1924.....	Page 37
8.Aucun incident à Quimper; LCF, 26 juillet 1924.....	Page 44
9.Dans l'enseignement,récit de R . Daniel : Le cri du peuple socialiste, 12 juillet 1924.....	Page 47
10. Le monument aux instituteurs MPLF:L'Eclaireur du Finistère, 12 juillet 1924.....	Page 51
11. Après les incidents de Quimper, le communisme à l'école : Le Progrès du Finistère(LPF), 12 juillet 1924.....	Page 57
12. Les yeux qui s'ouvrent(F.Goyen) : LPF,19 juillet 1924.....	Page 68
13. Incohérences(F. Goyen) :LPF , 26 juillet 1924.....	Page 74
14. Fléchettes , Instituteurs laïques : LPF ,23 août 1924.....	Page 79
15. Fléchettes ; M.Clémendot,instituteur laïque n'aime pas l'histoire : LPF,30 août 1924.....	Page 86
16.Les congrès d'instituteurs : LPF, 23 août 1924.....	Page 93
17.Autour d'un monument funèbre aux instituteurs finistériens: Le Petit Breton(LPB) ,12 juillet 1924.....	Page 98
18.Photographie du monument en juillet 1924 : LPB , 12 juillet 1924.....	Page 104
19.Annonce de l'inauguration du jeudi 3 juillet 1924 : Le Citoyen(LC), 3 juillet 1924.....	Page 105
20.La Marseillaise : LC ,17 juillet 1924.....	Page 107
21.Les admissions aux écoles normales de Quimper : LC ,31 juillet 1924.....	Page 115
22.Pour le combat laïque ! les Instituteurs laïques et Le Progrès du Finistère :LC, 28 août 1924.....	Page 117
23.La Morale Prolétarienne de l'Internationale de l'Enseignement : LPB, 26 juillet 1924.....	Page 121
24.Le Monument aux Morts de l'ENG non inauguré en 1924 ; deux insertions : asvpnf.com.....	Page 128

,

1. Des chiffres accablants, des dates , des acteurs :

220 noms d'Institutrices et d'Instituteurs du Finistère sont gravés sur les stèles du mémorial dont 169 au titre de la Grande Guerre et 51 au titre de la Seconde guerre mondiale (5 Institutrices et 46 Instituteurs)

Projet d'inauguration du Monument : Jeudi 3 juillet 1924

Assemblée générale de l'Amicale : Mercredi 2 juillet 1924

Directeur de l'ENG : M. GASON

Inspecteur d'Académie du Finistère : M. MASBOU

Directrice de l'ENF : Mme HUBER

Sénateur Maire de Quimper : M. LE HARS

Préfet du Finistère : M. DESMURS

Instituteurs impliqués dans la réunion de l'Amicale: MM. RENE DANIEL, Instituteur à Trégunc; CHARLES DRAPIER (promotion 1908-1911), Instituteur à Lopérec...

Président du Comité d'édification du monument : M. CANEVET , Directeur d'école à Pont-l'Abbé

2. Autour d'un scandale (1)

Un guet-apens communiste

*L'Inauguration du monument aux Instituteurs finistériens
morts pour la France est décommandée*

(Juillet, 1924)

Il s'est produit, il y a quelques jours à Quimper un scandale, il n'y a pas d'autre mot, qui a produit dans toute la région une profonde et douloureuse émotion et qui eut des échos jusque dans la presse parisienne. Nous en eussions déjà parlé dans notre dernier numéro, si le silence inexplicable à notre sens, parce qu'on ne saurait, dans aucun organe, consentir à « étouffer » de pareils incidents n'avait été demandé, pour vingt-quatre heures, à la presse.

Le scandale dont il s'agit est d'autant plus grave qu'il a été délibérément provoqué à propos d'un honneur à rendre aux morts de la grande guerre et qu'il a eu pour auteurs des instituteurs publics, moralement obligés de donner, en dehors de leurs fonctions, l'exemple de la sagesse et de la

tenue, et d'enseigner, dans leurs fonctions mêmes, le respect dû à tous les défunts, la tolérance nécessaire à l'égard de toutes les opinions, le culte de la Patrie et l'amour de notre pays.

Hâtons-nous de dire que ces instituteurs se réclament des doctrines du communisme et que nous ne les confondons pas, *comme des généralisations injustes, passionnées et intéressées ne manquent certainement pas de le faire*, avec l'ensemble du corps enseignant laïque qui, quoi qu'on puisse dire, se compose en grande majorité d'éducateurs irréprochables, soucieux en toute occasion, de la dignité de leur rôle et de la belle mission que la nation leur a confiée.

Les journaux quotidiens ont relaté en détail des faits. Nous nous bornons à les résumer. -

Le jeudi 3 juillet il avait été entendu que serait inauguré, dans la cour de l' Ecole normale de garçons de Quimper, le monument, dû au ciseau du sculpteur Armel Beaufils et élevé par *souscription publique* (ce détail a son importance) et par les soins de *l'Amicale des Instituteurs* à la mémoire des maîtres finistériens de l'enseignement primaire tombés pour la France, au cours des hostilités de 1914 à 1918.

Un comité, pris dans le Bureau de l' *Amicale*, et présidé par M. *Canévet*, directeur d'école à Pont-l'Abbé, avait été chargé de mener à bien cette oeuvre de commémoration. Il y avait pu y avoir — comme il arrive souvent — quelques

tiraillements au début sur des points de détail et d'exécution d'une intention sur laquelle tout le monde, au fond, était d'accord. Mais le comité, auquel il convient de rendre d'autant plus hommage qu'il a été victime d'un véritable *guet-apens*, avait rempli sa mission avec conscience et dévouement depuis deux ans. Maintenant le monument était prêt. Il ne restait plus qu'à procéder à la cérémonie, et, au cours de cette cérémonie, dont le caractère par lui-même ne pouvait être qu'émouvant, à glorifier les bons Français qui n'avaient pas seulement enseigné le patriotisme en paroles mais qui avaient donné l'exemple en se sacrifiant à la défense de leur pays. C'est alors que le *guet-apens* — nous répétons le mot à dessein — s'est produit.

L'*Amicale* tenait son assemblée générale à Quimper, le mercredi 2 juillet. Comme d'habitude, cette réunion en quelque sorte familiale comportait un banquet et une petite fête dansante. Selon l'usage aussi, il semblait que l'assemblée dût s'occuper exclusivement de discussions corporatives et de questions professionnelles ou de solidarité mutualiste. Mais elle avait compté sans les communistes.

Tandis que beaucoup de membres de l'*Amicale*, non prévenus du « coup » qui se tramait, négligeaient de se rendre à

l'assemblée générale, les instituteurs communistes eux, avaient battu le rappel des « camarades ». Ils arrivaient en nombre à la réunion et, ayant constaté qu'ils étaient la majorité, passaient aussitôt à l'exécution de leur plan de conspiration, arrêté soigneusement par avance.

La séance, à peine ouverte, ils interpellèrent le Bureau de l'*Amicale* au sujet du programme de la cérémonie d'inauguration du monument. violemment, ils s'élevèrent contre la décision selon laquelle devait être jouée la *Marseillaise*, hymne national ; ils protestèrent contre l'exécution prévue de chœurs patriotiques, contre la présence annoncée des autorités et de « politiciens » et contre les discours — patriotiques encore — qui seraient prononcés, soit par les représentants du gouvernement, soit par des parlementaires. *Selon eux, en un mot, le comité entendait glorifier la guerre... et non ceux qui étaient morts pour la défense du pays.*

Une stupeur douloureuse frappa le Bureau ; des instituteurs, indignés de cette scène, se retirèrent, laissant le champ encore plus libre aux énergumènes. Finalement, mis en minorité au renouvellement partiel de ses membres, le Bureau démissionna. Il fut aussitôt remplacé par un Bureau provisoire qui, lui, annonça son intention d'honorer les victimes du devoir et les héros de la guerre à sa façon. On parla, paraît-il, de chanter l'*Internationale* plutôt que la *Marseillaise* ; il fut question de censurer , sinon en les

soumettant au regard de l'œil de Moscou, du moins de par la propre autorité des nouveaux élus, les discours des autorités et des « politiciens ». C'est dans une agitation compréhensible que la séance fut levée

-----.

Ici il nous faut ouvrir une parenthèse. Il n'est pas besoin de souligner la "neutralité" déplorable des auteurs de ce petit coup d'Etat. S'agissant de soldats tombés sur le champ de bataille, la passion politique n'avait pas à intervenir, l'esprit de parti n'avait pas à se manifester. Il n'y a pas deux façons d'honorer les héros : la façon communiste et la manière socialiste, ou républicaine ou réactionnaire. On les célèbre avec tout son cœur, en pensée et en action. Les instituteurs morts pour la patrie n'ont pas, en fermant les yeux pour toujours, exigé spécialement le rite moscovite ni le dithyrambe proprement communiste . Ils ont donné leur sang, leur vie et c'est tout. Et, puisque, paraît-il, certains des « chambardeurs » de l'autre jour tenaient à manifester simplement par le « recueillement » — entrecoupé peut-être des couplets de l'*Internationale* — leur hommage aux « victimes de la guerre », rien ne les eût empêchés, en tout état de cause , de se recueillir, quel que fût le programme de la cérémonie « officielle ».

Mais ce qui ajoute à l'odieux de l'attitude des instituteurs communistes, c'est que, nous a-t-on assuré , *plusieurs de ceux qui renversèrent le Bureau, ne figurent même pas parmi les souscripteurs du monument ; c'est que des élèves de 3^e année de l'Ecole normale , qui se firent remarquer par leur zèle communiste, ne sont même pas cotisants à l'Amicale, étant statutairement exemptés de la cotisation ; c'est que certains de ceux qui tenaient moins à louer un sacrifice qu'à élever une malédiction communiste contre la guerre ne l'ont même pas faite. *Bella matribus detestata* : tout le monde est d'accord là-dessus ; mais les morts méritaient d'abord que les vivants ne se fissent pas la guerre entre eux, à l'heure de célébrer le martyr des défunts. Quant aux souscripteurs du monument qui n'appartiennent pas à l'enseignement ; quant aux familles mêmes des héros, les communistes aussi auraient pu et dû se demander si à l'outrage aux morts (car c'en était un que la querelle misérable soulevée pour abattre le Bureau... et le remplacer), ils n'ajoutaient pas une incorrection en ne se souciant en aucune manière du sentiment de personnes associées, par l'amitié ou par l'affection, à une œuvre de piété.*

« Toujours est-il qu'à la suite de l'incident que nous venons de relater, *L'Amicale* se scinda en deux banquets, les

communistes se réunissant à part après leur victoire (!) et les instituteurs qui avaient blâmé l'attitude scandaleuse de leurs collègues s'assemblant de leur côté, autour de l'Inspecteur d'Académie qui exprima, lui aussi, comme il le devait, son sentiment très net de réprobation des faits de la matinée.

Que se passa-t-il exactement ensuite, au cours de conférences répétées, dont l'une eut lieu tard dans la nuit, entre le nouveau Bureau de l'Amicale et l'Inspecteur d'Académie ? Nous n'avons, au sujet de ces pourparlers, que des renseignements incertains. Nous commenterons ces entretiens quand nous en connaîtrons la teneur exacte. Ce qu'il y a de sûr, c'est que M. Masbou prit la résolution - nous pensons qu'il ne s'est point décidé sans raison - de décommander la cérémonie de l'inauguration.

Le fait seul que le Bureau provisoire ait prétendu continuer à discuter avec l'administration, avec le chef du corps enseignant, telles ou telles modalités de cette cérémonie et que, finalement l'Inspecteur d'Académie en ait été réduit à un acte d'autorité qui devait provoquer une douloureuse déception parmi les familles des morts, ce seul fait, disons-nous, constitue une présomption très forte que les communistes ont persisté dans leur erreur - et dans leur mauvaise action.

Nous nous demandons même si, à l'heure actuelle, devant l'indignation générale, ils se rendent compte exactement du véritable sacrilège qu'ils ont commis.

Et s'ils se doutent aussi du mal — difficilement réparable — qu'ils font à l'école laïque:

Car c'est une autre conséquence de leur attitude.

Nous n'en parlons pas aujourd'hui. Mais pour être fixé à ce sujet, en attendant que nous exprimions sans détour notre opinion là-dessus, qu'ils veuillent bien lire attentivement le numéro du *Progrès* qui paraîtra au même moment où ces lignes seront publiées. Il n'est pas difficile de prévoir que *les cléricaux se serviront sans ménagement des armes qu'on se plaît à leur mettre entre les mains.*

Ces mêmes communistes seront édifiés sur l'aide précieuse qu'ils apportent à l'argumentation des ennemis de l'enseignement laïque, et sur le droit que les défenseurs de cet enseignement (au milieu desquels nous nous sommes toujours rangés) ont de penser que ceux qui poignent le plus cruellement la cause de l'école publique ne sont pas toujours dans le camp de l'école libre.

A mauvais entendeurs, salut ! Mais nous avons à leur dire quelques dures vérités. Nous n'y failliront pas, dans l'intérêt de la « laïque », compromis par une poignée d'agitateurs qui ne s'arrêtent même pas de s'agiter devant les tombes, dont

aucun mot ni aucune pensée blasphématoire ne devrait jamais ternir la grande et pure beauté.

Louis LE PAGE.

Le Finistère, 12 juillet 1924

3. L'affaire du monument à la Chambre

L'affaire du monument des Instituteurs de Quimper a été évoquée mercredi à la Chambre, à la suite des violents incidents et de la bagarre qui ont accompagné le débat sur l'amnistie. Voici quelle a été l'intervention de M. Balanant sur ce sujet et la suite qui lui a été donnée :

M. Balanant demande à interpeller le gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour que le monument élevé à Quimper aux instituteurs glorieux tombés pour la Patrie soit inauguré le plus tôt possible.

M. François-Albert — Le gouvernement demande le renvoi à la suite.

M. Balanant — Je m'étonne de cette réponse du gouvernement. Je lui demande quelles mesures il compte prendre contre le petit groupe d'instituteurs qui prétend bannir la *Marseillaise*, notre hymne national, de cette cérémonie. (Exclamations à gauche et sur divers bancs). Je

n'insisterai pas, si l'inauguration a lieu bientôt, si la *Marseillaise* peut être jouée et si aucune parole révolutionnaire ne doit être prononcée. (Applaudissements à droite et au centre).

M. François-Albert — Je ne peux aborder la question au fond. Il s'agit d'une interpellation préventive, puisque aucun incident ne s'est encore produit à Quimper et que j'ai le vif espoir qu'il ne s'en produira aucun. (Applaudissements)

La Chambre ne me fera pas l'injure de me demander de répondre à la question de savoir si la *Marseillaise* sera autorisée. Quant à l'inauguration, je l'autoriserai à la date que je jugerai la plus favorable pour le recueillement qui convient à une telle cérémonie (Applaudissements).

M. Balanant maintient que le préfet a fait connaître au gouvernement que l'*Amicale* des instituteurs avait demandé que la *Marseillaise* ne soit pas jouée et que c'est en raison d'incidents possibles que l'inauguration fut remise.

M. François-Albert fait remarquer que cette interpellation ne peut interrompre le débat d'amnistie et prie donc *M. Balanant* de ne pas insister.

M. Balanant — Je n'insisterai pas, si vous me promettez de prendre des mesures préventives.

Le ministre ne répond pas ; M. Balanant réclame un scrutin sur la demande de renvoi à la suite de son interpellation. (Exclamations.)

Le renvoi à la suite de l'interpellation Balanant est voté par 375 voix contre 201.

Le Finistère, 12 juillet 1924

4. Autour d'un scandale (2).

***Il faut défendre la laïque
même contre ceux qui la "sabotent"***

Quel que soit le désir de silence (justifié, nous le voulons bien, par un souci d'apaisement) qui puisse être manifesté à propos du douloureux incident de l'*Amicale des Instituteurs* de Quimper, nous croyons indispensable de compléter le commentaire que nous avons fait, ici, il y a huit jours, de cet incident. Tant pis si notre franchise déplaît ; les choses sont ce qu'elles sont et c'est pour défendre l'école laïque même

que nous tenons à dire certaines vérités. Les cacher ou les taire serait manquer de courage et de sincérité.

Nous ne disons point ceci pour notre ami et ancien condisciple François-Albert, ministre de l'Instruction publique, qui a eu raison l'autre jour d'envoyer promener M. Balanant. Nous le connaissons assez pour savoir qu'il prendra les décisions qui conviennent, en toute sagesse et en toute fermeté républicaine, avec la haute préoccupation qu'il a, lui aussi, de voir l'école laïque honorée et respectée, en même temps que préservée contre les agissements d'une minorité turbulente qu'on croirait décidée à livrer le corps enseignant à ses pires adversaires.

Celui qui écrit ces lignes n'est pas suspect (de froideur ou d'indifférence à l'égard des instituteurs. Il est de leur grande famille ; il les connaît et les aime profondément. Il est petit-fils, fils, neveu, cousin, beau-frère d'instituteurs et d'institutrices. Il n'a pour ainsi dire comme parents que des « pédagogues » comme on dit. Il est né et il a été élevé dans une maison d'école ; ses meilleures et ses plus chères affections sont encore là, et ce n'est pas sans une joie indicible, mêlée d'émotion, qu'il les retrouve, dans les rares moments où son dur labeur lui permet quelques vacances rapides. Il était même destiné, sans doute, à être, lui aussi, un humble instituteur, si la bienveillance d'Ernest Renan

pour son père ne lui avait ouvert, comme boursier, les portes du lycée. Nous rappelons simplement tout ceci pour qu' on ne nous fasse point l'injure de rapprocher notre sentiment de l'hostilité des hommes d'Eglise, qui haïssent d'instinct et par principe l'enseignement non confessionnel.

Nous devons ajouter que notre milieu familial était composé et comprend toujours des maîtres « *de la vieille école* », dévoués à leur mission jusqu'au sacrifice, nous allions presque écrire jusqu'à l'exagération, leur classe, leurs élèves, leur tâche éducative et moralisatrice étant tout pour eux, le reste ne comptant pas : ni le repos, ni la santé, ni le travail supplémentaire autant que désintéressé.

Il y a — heureusement — encore beaucoup de ces maîtres qui ne considèrent point qu'ils exercent un *métier* et qui ne pensent pas que leur devoir est entièrement accompli à la minute précise où la journée de classe est terminée. Il y en a encore beaucoup qui s'adonnent à leur besogne ingrate comme à un sacerdoce, payés seulement de leur peine par la joie de voir s'élever dans la vie la jeunesse à laquelle ils se vouent, et si scrupuleusement attachés à cette sorte d'apostolat moral, qu'ils tiennent, aussi bien dans leur vie publique que dans leur existence privée, à emporter, à force de dignité irréprochable, l'estime et la sympathie de ceux mêmes qui n'admettent pas la laïcité de l'enseignement officiel.

Oui, ils sont encore beaucoup comme cela. Tous ceux-là, en lisant ces réflexions, nous comprendront et nous approuveront. Si tous ceux-là encore font aimer l'école laïque, lui assurent la meilleure propagande, sans tapage, par l'irrésistible puissance de l'exemple. Remarquez, d'ailleurs, qu'ils peuvent différer d'opinions. Les opinions, selon la *Déclaration des droits de l'homme*, sont libres. Pour notre part, nous admettons qu'un instituteur soit communiste, tout aussi bien que socialiste, ou radical ou modéré. A une condition, bien entendu : c'est que la doctrine politique ne fausse pas l'enseignement, qui doit rester strictement « neutre ». *Mais ce contre quoi nous nous élevons, c'est que cette doctrine politique conduise les membres du corps enseignant à faire figure d'agitateurs violents et intolérants et à donner pour ainsi dire au dehors un démenti perpétuel aux enseignements qu'ils pratiquent ou sont censés pratiquer au dedans de leur classe*

A vrai dire le communisme, jugé du point de vue intellectuel et moral, est un concept si lamentable, si peu rationnel, si condamné par l'application qui en est faite dans l'étrange milieu moscovite où il s'est installé et où il se maintient par les tristes moyens de domination que l'on connaît ; le communisme, disons-nous, est une théorie si indigente parmi celles qui se proposent la rénovation et le bonheur des sociétés humaines, que l'on a peine à comprendre comment elle peut séduire des instituteurs, chargés de professer à

l'enfance la recherche du bien, du beau, du vrai ou simplement du raisonnable. Mais passons.

Ce qui est grave c'est que ce communisme , respectable en tant que conviction individuelle (encore une fois nous n'interdisons à personne de penser ou de croire à sa fantaisie), puisse faire perdre aux instituteurs qui le confessent la notion de la tenue qui s'impose à eux et le contrôle de leur action appelée à être soumise au jugement de l'opinion. Ainsi, s'il eût été concevable (c'est une hypothèse discutable au reste) que, par *esprit de parti*, des luttes intestines puissent se produire dans l'*Amicale* et que la direction même de cette *Amicale* devînt l'enjeu de passions politiques opposées, quelles qu'elles fussent, en revanche comment les meneurs de la cabale de l'autre jour n'ont-ils pas compris que c'était manquer du tact le plus élémentaire et commettre *une mauvaise action*, que de renverser le Bureau précisément dans la seule occasion où pas une voix discordante n'aurait dû s'élever? Si le Bureau de l'*Amicale* avait été conquis par les communistes (et simplement pour affirmer la prépondérance de ces communistes) dans toute autre circonstance, l'évènement eût été regrettable, parce que significatif des progrès de cette doctrine dans un milieu où, plus que dans tout autre , elle apparaît comme une aberration et même comme un non sens.

Mais à propos de l'inauguration du monument aux instituteurs morts pour la France , il n'eût jamais dû être question de pareille conquête. Toutes les occasions ne sont pas bonnes pour « noyauter » ; et la décence ici commandait pour le moins de ne point essayer de faire du prosélytisme et de ne pas entrer dans certaines places en se haussant sur des cercueils et en escaladant des tombes, glorieuses entre toutes.

Veut-on toute notre pensée? Qu'est-ce que cette « *mentalité* » (qu'on ne nous fasse pas dire par erreur comme l'autre jour *neutralité*), sinon celle des pires politiciens, qui a consisté, après avoir mis en minorité l'ancien Bureau, à lui demander de revenir partiellement à la direction de l'*Amicale* sous prétexte de « REPRESENTATIONS DE TENDANCES » ? Des « TENDANCES » à une inauguration de monument aux morts de la guerre et parmi des instituteurs chargés d cette inauguration ? Est-il possible d'avouer plus ingénument la misérable étroitesse d'esprit avec laquelle certains envisagent cette « manifestation »? Manifestation de *recueillement*, ont prétexté les chambardeurs du Bureau. Hélas ! est- ce que par hasard le recueillement — le vrai, celui qui n'est pas un prétexte — admettrait diverses « tendances »?

La vérité c'est qu'à peine leur vilain geste accompli, les protestataires en ont eu honte et ont essayé de se le faire pardonner en se couvrant de la présence de quelques unes de leurs victimes dans le nouveau Bureau. L'ancien Bureau a refusé catégoriquement cette transaction qui eût été une capitulation. A notre sens, il a eu tout à fait raison, puisque, respectueux même des décisions d'une majorité factice et de hasard, il avait cru devoir se retirer. Quant au nouveau Bureau, s'il lui reste quelque pudeur, il ne saurait être question pour lui de demeurer en fonctions tant qu'une assemblée — réellement plénière celle-là et dûment convoquée pour se prononcer sur la manœuvre de l'autre jour — ne l'aura pas confirmé dans ses pouvoirs.

.Et qu'est-ce que ces discussions mesquines et inadmissibles sur le programme projeté de l'inauguration, sur la *Marseillaise*, hymne national (et hymne révolutionnaire, chanté par tous les peuples, y compris celui de Russie, aspirant à la liberté !), sur des odes dont les paroles, qui sont de Victor Hugo ou de Bouchor, sont animée d'un souffle de générosité et d'humanité en même temps que de patriotisme ? Alors, pour glorifier les instituteurs morts pour la patrie, il n'y aurait pas à parler de patrie ?

Et voilà comment se propage, par la faute de quelques-uns, la légende empoisonnée selon laquelle les instituteurs, tous les instituteurs, seraient des antipatriotes, des partisans du grand soir, des meneurs dangereux pour l'ordre public et

pour l'éducation de l'enfance ! *Ce n'est pas vrai* : mais ceux qui s'affichent comme tels, donnent une apparence de raison aux ennemis de la laïque. Et ce sont parfois des gens qui — pour comble ! — sont membres de comités de défense laïque ! Ah ! l'étrange défense ! Mais ils ne comprennent donc pas que l'école laïque est déjà si *sauvagement* attaquée qu'elle se doit d'être, dans la personne de ses maîtres, dans ses méthodes et dans toutes ses œuvres, intérieurement et extérieurement, inattaquable ? Ils ne voient donc pas que, s'ils continuent, à la grande douleur des bons et vrais *instituteurs* (au sens étymologique du mot), et à la profonde tristesse des plus sûrs et des plus dévoués amis de la laïque, ils feront, de l'école publique une victime, tombée sous leurs propres coups, et sur laquelle les cléricaux et les sectaires de la réaction n'auront qu'à danser joyeusement la danse du scalp ?

Les « triomphateurs » communistes — quel triomphe ! — essayent d'ailleurs maintenant en des *tracts* que nous avons sous les yeux et pour justifier une attitude quasi unanimement blâmée par l'opinion, de mettre l'administration elle-même en mauvaise posture et de la compromettre. Ils signalent les « concessions » qu'ils auraient consenties eux-mêmes et l'accord qui se serait fait entre l'autorité et eux jusqu'au

moment tardif , en pleine nuit du 3 juillet, où cette entente aurait été brutalement dénoncée par cette autorité.

Veut-on toute notre pensée ? C'est un sentiment personnel, non une critique que nous exprimons. Il eût mieux valu inaugurer quand même en s'en tenant au programme primitif et en prévenant les chahuteurs éventuels qu'ils seraient, à la première incartade scandaleuse, impitoyablement traités comme des perturbateurs de l'ordre au cours d'une cérémonie publique qui ne pouvait être ni un *meeting* ni une manifestation politique autorisée. Tout, certainement, se fût passé sans incident : l'avertissement aurait suffi.

Nous aimons, nous, passionnément la liberté. Mais la liberté comporte en elle-même ses tempéraments. Nous ne concevons pas la liberté de l'antipatriotisme par exemple « sabotant » un hommage rendu aux combattants disparus à qui le pays doit lui-même d'être encore libre. Il y a des devoirs qui dépassent toute liberté.

Mais, n'est-ce pas, les excès de la liberté, l'autorité, quand elle n'aime pas les histoires, leur est parfois trop indulgente par excès toujours de libéralisme. Pour ne citer qu'un exemple, quelle sanction a jamais été prise contre cet adjoint qui se mit en rébellion contre la loi, on refusant naguère de marier des divorcés ? Tantôt c'est à droite, tantôt chez les communistes que l'on bénéficie de la crainte

éprouvée par l'autorité à prendre sans détour ses responsabilités.

Il ne s'agit pas de tergiverser. Il faut que la cérémonie de Quimper ait lieu avec toute la dignité et tout l'éclat - recueilli c'est entendu- qui conviennent. Il faut aussi que les instituteurs communistes, qui semblent, en créant des difficultés au nouveau gouvernement républicain, vouloir démontrer, « tendancieusement » toujours, que le Bloc national valait autant que ses vainqueurs ; il faut, disons-nous, que cette minorité tapageuse et inconsciente du rôle si élevé du « maître » d'école, cesse de jeter comme à plaisir le discrédit sur l'école au seul profit de l'enseignement privé.

Quant à nous, nous défendrons l'école laïque même contre eux et malgré eux. Si elle n'est point "sacrée" pour ceux qui la « sabotent », elle l'est pour nous. Nous n'hésitons même pas à déclarer que c'est la seule « religion » que nous ayons. Mais cette religion ne va pas jusqu'à la superstition. L'école communiste n'a rien à voir avec l'école laïque. Celle-là est même aux antipodes de celle-ci.

Louis LE PAGE

P.S.- – Ce ne sont pas les élèves de 3^e année de l'Ecole normale, mais ceux de 2^e année qui, lors de l'assemblée générale se firent remarquer par leur zèle communiste. A ce sujet nous devons dire que ni la direction de cet

établissement ni les professeurs n'ont été visés ici. Mais, si les histoires racontées par Goyen en ce qui concerne l'intolérance qui se manifesterait à l'Ecole normale de Quimper contre les élèves pratiquant le culte catholique sont absolument inexactes, en revanche, sous une autre direction cette école normale était devenue un véritable foyer communiste. Il en est resté quelque chose, semble-t-il. Nous sommes persuadé d'ailleurs qu'en poursuivant une reprise en main déjà commencée, on parviendra sous peu à mettre fin à une situation qui n'a pas complètement disparu et qui ne peut malheureusement se modifier du jour au lendemain

L. L.

Le Finistère, 19 juillet 1924

5. Chez les instituteurs (1)

Un scandale, dont on ne saurait exagérer l'importance, vient d'éclater parmi les instituteurs du Finistère.

C'était fatal !

Tout le monde sait quelle active, quelle frémissante sympathie les doctrines communistes ont rencontrée chez de nombreux instituteurs publics, chez ces hommes à qui la

France, la France officielle, confie ce que nous avons de plus précieux : la formation intellectuelle et morale des jeunes générations ; la formation de la France de demain.

Il y a — au bas mot — quinze mille instituteurs et institutrices publics, en France, qui sont des communistes, c'est-à-dire des *anti patriotes*, et qui sont aussi, en morale, des partisans de la « liberté sexuelle » et des défenseurs acharnés de l'avortement.

Ce mouvement communiste a trouvé, dans le Finistère, un de ses plus ardents foyers de développement, un de ses principaux centres d'action. Et ce sont des Instituteurs communistes du Finistère qui ont publié, le 21 juillet 1923, dans l' *Emancipation*, un rapport sur la « Défense laïque », qui est une des oeuvres la plus chargée de haine, un des plus pesants manifestes de sectarisme, que nous ayons vus depuis 1914. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit aujourd'hui.

L'arbre a porté ses fruits. On va s'en apercevoir!

Laissons de côté Dieu et la morale ; laissons de côté les idées vieillottes que méprisent profondément nos quinze mille instituteurs communistes, nos quinze mille "émancipés" chargés de faire l'éducation des petits Français et payés, pour cette besogne, par l'argent de la France, en d'autres termes par les impôts que nous acquittons. Laissons tout cela. Passons sur la « liberté sexuelle » et sur l'avortement. Retenons une seule idée, sur laquelle, en face de l'Allemagne

qui s'arme en sourdine pour la revanche, nous devrions tous dire d'accord : *l'idée de patrie*.

L'histoire à laquelle je fais allusion est déjà bien connue. Je me contente de résumer brièvement les faits : le 3 juillet, on devait inaugurer à Quimper un monument à la mémoire des Instituteurs du Finistère morts pour la France. La veille, le mercredi 2 par conséquent, les communistes mirent en minorité le Bureau de l'Amicale qui avait organisé l'inauguration du monument. Ils nommèrent un Bureau provisoire. Et ce Bureau fit connaître son ultimatum ; on ne chanterait point la *Marseillaise*; « les extrémistes, écrit notre confrère *La Dépêche*, dont personne ne suspectera l'impartialité — annoncèrent même leur intention de chanter *l'Internationale* à la cérémonie d'inauguration..."

Pauvre *Marseillaise*, devenue l'hymne de la... réaction ! Qui l'eût dit? Mais on raconte, de source très sûre, que les instituteurs communistes émirent une autre prétention, encore bien plus inattendue : celle de soumettre à leur censure les discours des personnages officiels qui devaient parler à l'inauguration !

Or, au premier rang de ces personnages officiels figurait, tout naturellement M. l'Inspecteur d'Académie, c'est à dire le chef hiérarchique des révoltés. Les instituteurs communistes censurant le discours de l'Inspecteur

d'Académie : ce serait grotesque, si le sujet était moins tragique.

On essaya, paraît-il, de trouver une formule de conciliation et on n'y réussit point. M. L'Inspecteur d'Académie dut prendre sur lui de faire ajourner la cérémonie. Le choix avait été offert à cet honorable fonctionnaire, par ses subordonnés : *La capitulation de la part de l'administration ou le sabotage de l'inauguration par les Communistes. Au choix!*

Il m'a été été raconté encore qu'on avait tenté d'étouffer l'affaire. Quoi qu'il en soit de cette allégation, on n'a pas réussi. Non seulement toute la presse locale raconte les faits , et la version que j'ai donnée est la plus modérée, mais la presse de Paris s'est emparée elle aussi de ce pénible incident ; et nous espérons qu'il se trouvera un député pour interpeller le gouvernement sur de pareils crimes de lèse-patrie commis par ceux-là mêmes à qui la patrie confie la tâche la plus sacrée.

Il faut que le ministre de l'Instruction publique s'explique et dise ouvertement s'il couvre, oui ou non ses instituteurs. On nous répondra, à la défense des instituteurs : il s'agit d'une « poignée » d'énergumènes, que leurs collègues réproouvent hautement.

D'abord, nous aimerions avoir des précisions numériques sur ce qu'est cette " poignée ". Le chiffre d'une cinquantaine ,

donné par plusieurs journaux, nous paraît bien faible. Mais acceptons-le, provisoirement, sous bénéfice d'inventaire...

Il y a un point que personne ne niera et notre confrère la *Dépêche* le signale en termes formels, — c'est que la plupart des communistes sont de très jeunes gens, puisqu'ils n'ont pas connu la guerre...

Chez les jeunes instituteurs, les idées des extrémistes se développent avec un succès inouï. Dans les écoles normales, c'est *en foule* que les élèves adhèrent au programme communiste : et s'ils ne sont vraiment que cinquante, les extrémistes actuels, dans le Finistère, nous sommes sûrs que, dans quelques mois, leur nombre aura doublé, puis bientôt triplé, etc. *La minorité d'aujourd'hui est à la veille de se changer en majorité. Au train où vont les écoles normales, c'est l'affaire d'un très petit nombre d'années.*

On avait exigé, de l'école laïque, qu'elle fût «neutre», confessionnellement. On a réussi... et bien au-delà de cette promesse : l'école laïque n'est devenue que trop souvent un instrument de guerre contre la religion catholique et même contre l'idée religieuse. « *La religion, opium du peuple* », proclament les extrémistes.

Mais nous voici maintenant au second stade : Dieu ayant été mis à la porte, c'est le tour de la patrie. Cette minorité bruyante des communistes, qui, par une propagande effrénée dans les écoles normales, menace de se transformer avec

une rapidité vertigineuse en majorité entend substituer à l'idée de patrie l'idée d'internationalisme.

Cinquante instituteurs, au moins, prétendent chez nous s'arroger le droit de censurer les discours de leur chef et déclarent que, si satisfaction ne leur est pas donnée, ils feront une manifestation violente d'hostilité devant le Monument aux morts, de leurs camarades.

Il y avait longtemps que nous n'avions pas assisté en France à un spectacle aussi écoeurant !

Parallèle final:

Un antipatriote a le droit d'enseigner chez nous ; et il enseigne aux frais de l'Etat, c'est-à-dire à nos frais. Mais un religieux , qui a risqué sa vie pendant la guerre, n'a pas ce droit, alors même qu'il ne réclame rien à l'Etat.

En d' autres termes, la formule célèbre " *le cléricalisme, voilà l'ennemi,* » paraît désormais bien insuffisante. Il faut la renforcer par cette seconde formule : « *l'Internationalisme, voilà l'ami !* ».

Lorsque la minorité qui a organisé le coup de Quimper sera devenue la majorité, par l'arrivée des nouvelles couches, les petits enfants de France seront en bonnes mains !

Beffa

Le Courrier du Finistère, 12 juillet 1924

6 . Hardi les laïques

Autour d'un monument aux morts

Combien triste ! Instructif autant

Jusqu'à nouvel ordre, la loi reconnaît deux écoles: l'école publique et l'école privée.

A la première sont réservées toutes les faveurs officielles, comme toutes les largesses budgétaires: la tracasserie mesquine et hargneuse est le lot de la deuxième.

Entre autres pitoyables explications ou excuses de son attitude, le monde officiel présente la suivante: à l'école privée l'enseignement est généralement l'opposé de celui que donne l'école publique; il en résulte que nous formons deux jeunessees, alors que l'unité serait si désirable.

Il y a opposition, en effet. Mais qui donc l'a créée? Qui a commencé?

Les anciens de nos jours ont connu un temps où, dans la généralité des écoles, l'enseignement était à base religieuse. Un moment vint où cela ne convenait plus à tous: les libres-penseurs jetèrent les hauts cris.

On les eût compris demandant - comme nous ne nous lassons pas de le faire ici- que l'Etat assurât deux enseignements différents l'un confessionnel, l'autre neutre, en répartissant équitablement entre les deux les classes des écoles publiques, selon la préférence des familles.

Mais le libre-penseur avait d'autres prétentions. N'admettant pas que son fils entendit des vérités surnaturelles à l'école, il privera le fils du chrétien de cette satisfaction, en disant: " L'école officielle sera régie selon ma volonté et pour elle tu payeras autant que moi. Si, comme je le conçois, elle ne te plaît pas, félicite-toi que je te laisse ouvrir et entretenir une autre à tes frais."

C'est bien, n'est-ce pas? Ce que nous avons vu, ce que nous voyons encore.

Deux écoles opposées: mais, encore une fois, qui a commencé? Le libre-penseur venu sur le tard avec la prétention d'imposer à tous une novation à sa convenance? ou le catholique qui se contente de se saigner pour maintenir un enseignement bienfaisant universellement accepté il n'y a pas encore un demi-siècle?

Quant à la question d'unité ou de dualité de jeunesse, parlons-en.

Il en est un point sur lequel il est facile de se mettre d'accord...

L'école privée, généralement confessionnelle catholique, travaille à former des chrétiens convaincus, et ses résultats sont fort consolants; l'école officielle fait tout le contraire, et ne réussit pas très mal non plus. Donc, sous ce rapport, deux jeunesses.

Mais, n'est-il pas d'autres points de vue à considérer dans la vie? Ne trouve-t-on qu'une seule jeunesse, ou, mieux, ne trouve-t-on qu'une mentalité, qu'une conception, n'en trouve-t-on pas plus de deux, même dans la seule clientèle actuelle ou ancienne de l'école officielle? Il apparaît que les radicaux à "tripe laïque" ne soient pas toujours très flattés d'être confondus avec les socialistes. ni tous les socialistes d'être confondus avec les communistes, ou les communistes avec les anarchistes purs .

L'unité de jeunesse ! Ce que l'enseignement confessionnel ne peut se vanter d'avoir réalisé, l'enseignement neutre ou areligieux ne le fera pas non plus, heureusement, même avec l'école unique rêvée par M. Herriot.

Et avant d'en tant parler, nos officiels laïques feraient bien d'établir l'unité dans le monde de leur pédagogie.

Dans ce milieu-là, relativement restreint cependant, on est aussi éloigné, sinon plus éloigné qu'ailleurs de l'unité, ainsi qu'un fait scandaleux l'a brutalement révélé à Quimper, la semaine dernière.

Comme d'autres, le corps enseignant a été éprouvé par la guerre. Et l'Amicale des Instituteurs publics du Finistère avait jugé convenable d'élever, dans la cour de l'Ecole Normale, un monument aux **169 camarades** tombés pour la défense de la patrie. L'inauguration devait avoir lieu **jeudi 3 juillet 1924**.

Monument laïque, naturellement : *une femme qui pleure, et dont rien n'indique qu'elle attende d'une espérance dans l'au-delà un adoucissement à sa douleur.*

Mais, la pierre, au-dessus des noms, porte cette inscription:

« Morts pour la France »

Mourir pour la France, objecta la fine fleur de la "défense laïque" accourue dès la veille: a-t-on idée de pareille aberration à notre époque? "**Martyrs de la Grande Guerre**"? cela, oui, si l'on veut. Encore conviendrait-il, avant

de penser aux morts , de songer à mettre les vivants à l'abri de la « vie étriquée. »

"Puis , ajoute la *Dépêche*, ils ne veulent pas de la *Marseillaise*, chant national, ni des chœurs des écoles communales; les accents guerriers des strophes de Rouget de l'Isle, les couplets patriotiques des chœurs sont inconvenants, d'après eux, et n'ont d'autre but que de perpétuer l'esprit revanchard et de glorifier le militarisme et l'impérialisme. "A bas la guerre !" crie-t-on.

Le Bureau de l'*Amicale* est mis en minorité: un Bureau provisoire, est nommé.

Les extrémistes émirent alors la prétention de censurer les discours qui devaient être prononcés(par le préfet, le sénateur-maire Le Hars et l'inspecteur d'Académie) et d'en retrancher tout ce qui pouvait glorifier l'idée de Patrie. Ils annoncèrent même leur intention de chanter l'"Internationale" à la cérémonie d'inauguration ! C'est dans un brouhaha indescriptible qu'on se sépara".

Et toutes les tentatives pour trouver un terrain d'entente ayant échoué, pour éviter un scandale plus grand l'inauguration du monument fut ajournée à une date ultérieure.

La « *Dépêche* » termine par ces lignes sévères :

"C'est une honte, disent des mères, des veuves d'instituteurs que nous avons vues le soir, les larmes aux yeux, reprenant le train à la gare, sans avoir pu rendre à un fils, à un mari, en présence des orphelins qu'ils ont laissés derrière eux, le suprême hommage dû à ceux que la mort aveugle a fauchés sur les champs de bataille.

L'opinion blâmera hautement les jeunes gens— la plupart n'ont pas connu la guerre — qui ont participé à une manifestation dont ils auront à supporter tout le poids et qui leur vaudra le mépris public. Ceux des énergumènes qui ont connu la tranchée, sont peut-être plus coupables encore.

...Nous ne désirons pas la guerre, mais nous disons qu'il faut la subir lorsqu'un peuple de force l'impose. Subir la guerre, ne veut pas dire renoncer à toute défense; subir la guerre, c'est prendre les armes pour la défense du pays. Et quand a sonné l'heure de la délivrance, le premier devoir des survivants est de penser aux morts et d'exalter leur sacrifice. C'est ce que les égarés communistes n'ont jamais compris et ne comprendront jamais. A la place du cœur, ils ont une pierre. Et c'est tellement vrai, que les larmes des mères et des veuves de leurs camarades les ont laissés insensibles.

L'inauguration aura lieu quand même. Ce jour-là, on verra que les égarés sont peu nombreux, si toutefois ils osent se

mêler, cette fois, aux instituteurs vraiment dignes de ce nom."

"Les égarés sont peu nombreux?" Pas si peu, confrères, si vous vous rappelez qu'aux dernières élections pour le conseil départemental de l'enseignement primaire, le groupe des extrémistes l'emporta à une forte majorité dans le Finistère.

Qui qu'il en soit nous n'avons pas attendu ce scandale pour prédire que les laïques auraient un jour à défendre leur école contre leurs créatures plutôt que contre nous, à qui, de plus en plus, il suffit de constater et de relater. Si de telles manifestations nous révoltent elles ne nous surprennent pas

Quant aux parents, ils sont en droit de se demander si les "énergumènes» qui se permettent des extravagances de cette taille au dehors, observent dans leurs classes toute la correction qu'il appartient; ils sont en droit de penser qu'ils seraient moins réservés encore si leur école était la seule, obligatoire.

La nécessité de l'école privée étant par là même reconnue, il faudrait, Il faudra pousser la conclusion jusqu'au bout, étendre à tous la liberté du choix, par la justice scolaire: deux enseignements, également entretenus par l'Etat, à la disposition des familles, partout.

Le système que nous nous plaisons à préconiser offre cet avantage de pouvoir donner satisfaction sans augmenter les charges du pays.

On y viendra. Beaucoup d'instituteurs "dignes du nom" y viendront eux-mêmes.

Les « *diaoul ru* » y aideront par leurs brillants exploits.

Hardi ! les « laïques ».

Corentin

Le Courrier du Finistère, 12 juillet 1924

7. Chez les instituteurs(2)

M. le Ministre de l'instruction publique a une connaissance approfondie de toutes les ressources de la langue française : ce qui est d'ailleurs non seulement son droit, mais encore son devoir.

L'autre jour, M.Balanant lui posait une question, à la Chambre, au sujet des incidents de Quimper. M. le Ministre refusa de répondre : il a aussi une connaissance approfondie

des proverbes et il sait que : la parole est d'argent, mais le silence est d'or.

— Votre question est une question préventive, riposta-t-il à M. Balanant.

— Qu'est-ce que cela veut dire ? lui demanda notre député, un peu étonné par ce bizarre échappatoire.

— Cela veut dire qu'il n'y a pas eu d'incident à Quimper, et que le gouvernement compte bien qu'il n'y en aura pas.

*Il n'y a pas eu d'incident à Quimper ! Rien n'est plus juste : ... à la condition de s'entendre sur le sens du mot **incident**. M. le Ministre de l'instruction publique a raison : ...si l'on n'oublie pas qu'il y a une figure rhétorique qui s'appelle l'euphémisme.*

A quoi voulez-vous donc que servent les figures de rhétorique, sinon à permettre à un Ministre de l'instruction publique de se dérober aux questions indiscrètes ?

Etablissons une comparaison:

Un individu de mauvaise mine, au coin d'un bois, ou d'une rue de Brest, vous met un revolver sous le nez en vous disant : « la bourse ou la vie ! » Vous capitulez aussitôt ; vous tendez votre portefeuille : *il n'y a pas d'incident*,... et le voleur espère bien qu'il n'y en aura jamais!

Mais, vous avez mauvais caractère ; vous refusez votre portefeuille ; l'individu tire ; vous tombez ; il vous dépouille : *il y a un incident...*

Appliquons cette théorie aux événements de Quimper:

On va inaugurer un monument aux Morts; les instituteurs communistes disent : "la bourse ou la vie ! " c'est-à-dire : "ne chantez pas la *Marseillaise*, soumettez vos discours à notre censure, ou nous faisons un beau scandale..."

L'inauguration n'a pas lieu ; on capitule devant la menace communiste : donc *il n'y pas d'incident*.

Si on avait passé outre, et que la cérémonie d'inauguration eût été... mouvementée : *il y aurait eu un incident!*

Voilà au moins qui est clair !

M . le Ministre de l'instruction publique est un aimable pince-sans-rire, pour qui notre langue n'a pas de secret. Félicitons-nous de voir cet important « département » en des mains aussi expertes !

Et de même que M . le Ministre pense et proclame qu'il n'y pas eu d'incident à Quimper, de même doit-il penser et proclamer que le "*tableau sommaire des principales notions intellectuelles et morales qui doivent former le couronnement de l'éducation de classe prolétarienne,*" est un excellent programme, dont l'application, par les

instituteurs extrémistes, ne saurait donner évidemment lieu en France à... aucun incident.

ooo

Ce « tableau sommaire », qui constitue ce que l'on peut appeler le *credo* des instituteurs et institutrices extrémistes de France au nombre - ne l'oublions pas - d'environ quinze mille - renferme, dit le rapporteur de la *section française de l'Internationale de l'enseignement*, « les principaux articles de foi rationnelle qui feront, dans la société actuelle, de l'enfant devenu homme, un révolutionnaire. »

Je me contente aujourd'hui de publier textuellement ce « tableau sommaire ». Je demande instamment à mes lecteurs, de le lire avec *une scrupuleuse attention*. Je leur garantis qu'ils ne perdront pas leur temps : il vaut vraiment la peine de savoir ce que *proclament quinze mille* des instituteurs et des institutrices, que nous payons pour nous former... des petits Français laïques :

1° Idée de lutte des classes. *Réalité de la lutte des classes dans le passé et le présent ; immoralité du régime capitaliste, injustices et misères sociales nées de la lutte des classes ; nécessité d'une organisation prolétarienne méthodique de la lutte des classes, sur le plan national, sur le plan international ; fatalité et grandeur du dénouement de*

la lutte des classes, la révolution prolétarienne, le travail souverain, disparition des classes.

2° Idée de travail. — *Sa haute valeur moralisatrice pour l'individu ; sa haute valeur sociale, nécessité de la division du travail et de l'entraide ; immoralité de la fainéantise, du parasitisme et de l'exploitation du travail.*

3° Idée d'égalité. — *Les hommes égaux à la naissance et à la mort ; condamnation de l'inégalité dans la vie : inégalité des richesses, accaparement, héritage (la propriété c'est le vol) ; inégalité de l'instruction ; inégalité des droits de l'homme et de la femme, etc.*

4° Idée de solidarité, vie en commun, fraternité. — *L'union fait la force ; solidarité humaine économique, intellectuelle et morale, dans le passé et le présent ; resserrement croissant de ces liens de solidarité sur le plan national et sur le plan international ; condamnation du désordre de la production capitaliste (concurrence, surproduction, chômage, etc.) ; condamnation de l'égoïsme antisocial et de l'esprit propriétaire ; condamnation de l'égoïsme national, du nationalisme, du protectionnisme, de l'impérialisme ; supériorité économique et morale du régime communiste sur le régime de propriété individuelle.*

5° Idée d'humanité et d'internationalisme. — *Disparition des barrières provinciales dans le passé.*

Caractère artificiel des frontières nationales aux points de vue historique, géographique, ethnique, linguistique, social, intellectuel et moral.

Identité morale fondamentale des peuples sous les différences superficielles de races, langues, religions, coutumes, régimes économiques.

Condamnation des haines nationales et religieuses.

Absurdité et immoralité de la guerre.

Possibilité de la création d'une unité mondiale linguistique (langue internationale artificielle), politique économique.

6° Idée de rationalisme et d'évolution

Origine cosmique de la terre.

Origine animale de l'homme : l'évolution des espèces.

Origine économique et sociale des notions juridiques et morales (la force crée le droit, la coutume crée la morale).

Irrationalité des religions.

La religion, opium du peuple.

7° Idée d'hygiène. — *Nécessité de la culture physique et des soins hygiéniques.*

Condamnation des poisons sociaux; alcool,tabac, morphine, cocaïne, opium etc.

Nécessité d'une éducation sexuelle, contre les maladies vénériennes, pour une procréation volontaire et consciente.

Nécessité d'une organisation sociale hygiénique : prohibition des poisons sociaux ; interdiction de la prostitution,liberté sexuelle, autorisation de l'avortement ; généralisation de l'enseignement de la puériculture : logements sains ; médecin gratuit, prophylaxie ; maternité, fonction sociale.

Impossibilité de cette organisation en régime capitaliste.(1)

Ne demandons pas, à M . le Ministre de l'instruction publique, ce qu'il pense de ce manifeste :

— Chut, nous dira-t-il, surtout... pas d'incident ! Et même s'il y a de incidents, affirmons qu'ils n'existent pas...

Beffa

(1)*Journal des Débats , 10 juin 1924*

Le Courrier du Finistère, 19 juillet 1924

8. Aucun incident à Quimper

Un ministre "radicalement» renseigné

La révoltante attitude des Instituteurs communistes du Finistère, rendant nécessaire l'ajournement de l'inauguration du monument élevé dans la cour de l'école normale de Quimper à la mémoire des « Morts pour la France », a jeté dans un bel effarement le monde "laïque".

Et à défaut de titres plus dignes de passer à la postérité, le ministre François-Albert pourra présenter celui d'avoir été un ministre bien renseigné le jour où, repoussant la demande d'interpellation faite par M. Balanant, il affirmait effrontément à la Chambre:

"Aucun incident ne s'est encore produit à Quimper"

Aucun Incident? — Que ne prit-il la précaution de lancer un S.F à son excellent ami et ancien condisciple du *Finistère - Lanterne* — Le confrère eût répondu : J'intitule mon exposé « Autour d'un scandale ». J'en eusse déjà parlé dans le précédent numéro si le silence n'avait été demandé pour vingt-quatre heures à la presse. J'ajoute — de pareils incidents ne pouvant être "étouffés" - que le scandale est d'autant plus grave qu'il a été délibérément provoqué, à

propos d'un honneur à rendre aux morts de la grande guerre et qu'il a eu pour auteurs des instituteurs publics, moralement obligés de donner, en dehors de leurs fonctions, exemple de la sagesse et de la tenue.

Démenti et appréciation sévères mais justes. Le Page se rachète auprès du ministre en écrivant qu'il eut raison quand même "d'envoyer promener M. Balanant".

A son aise; mais tandis que le Marabout à "tripe laïque" se borne à servir aux chambardeurs un plaidoyer pour la *Marseillaise*, le grand manitou des Bouilloux et Tiercelet laisse échapper, à travers de nouvelles réflexions aussi salées que ses premières, des confidences que nous enregistrons, certaines d'entre elles apportant une confirmation retentissante à des informations graves formulées ici il y a quelques mois, et dont nos adversaires contestèrent alors la véracité en les traitant d'inventions cléricales.

Aujourd'hui Le Page écrit, notamment : " Sous une autre direction cette école normale (de Quimper) était devenue un véritable foyer communiste ».

Le nettoyage entrepris depuis se poursuit, ajoute le confrère avec une visible satisfaction. Alors, pourquoi avoir tant reproché au bloc national « d'avoir considéré que la liberté d'opinion ne doit pas se confondre, chez les

fonctionnaires particulièrement, avec la licence de tout dire et de tout faire?

Surtout, pourquoi se tant étonner que le grain semé produise ses fruits naturels?

Pour empêcher ce phénomène de se perpétuer, — il est déjà aussi vieux que le monde, — il faudrait apparemment des remèdes plus efficaces que celui que proposent les *Nouvelles Rennaises*.

« Le scandale du Finistère — écrit cet organe radical, digne émule du « *Finistère-Lanterne* » quimpérois — mérite une sanction. Que M. l'Inspecteur d'Académie de ce département fasse conjuguer 1.789 fois à chacun des membres du nouveau Bureau de l'Amicale le verbe: .. Je ne suis qu'un imbécile qui ne comprend rien à l'histoire... »

Les "diaoul ru" faisant du pensum sous le commandement du digne M. Masbou , et pour s'avouer des « imbéciles"! Non, non, nous ne verrons pas cela,- (et ne le demandons d'ailleurs pas.)

Au contraire, dans son prochain rapport au Conseil Général M. l'Inspecteur d'Académie rendra un hommage ému à la parfaite correction de tout le personnel enseignant placé sous sa direction, et à sa grande sérénité devant les attaques, de plus en plus injustifiées, des adversaires de

l'école laïque, qu'il importe de défendre... contre les cléricaux qui voient et qui entendent!

Et pour peu que M. Balanant insiste à la Chambre, le ministre François-Albert, qui connaît la valeur académique des mots, répétera imperturbable :

"Aucun incident à Quimper!"- à la Chambre non plus, où, si communistes et socialistes hurlent parfois *l'Internationale* c'est simplement pour fournir à "l'honorable collègue Marty" le plaisir enfantin de battre la mesure à coups de ceinture sur le dos des chanteurs attardés à la "Marseillaise".

Corentin

Le Courrier du Finistère, 26 juillet 192

9. Dans l'enseignement : le récit de René Daniel

Dans l'Enseignement

Nous recevons avec prière d'insérer :

Pour remettre les choses au point nous vous apportons ici objectivement un compte-rendu des faits qui se sont déroulés le 2 juillet à l'*Amicale* des Instituteurs du Finistère.

Il y a deux ans l'*Amicale*, réunie en assemblée générale, avait décidé d'élever un monument à la mémoire des camarades tués à la guerre et de donner à la cérémonie d'inauguration un caractère de recueillement.

L'*Assemblée générale* du 2 juillet 1924, après avoir pris connaissance du programme établi par le Bureau, pour l'inauguration du lendemain, estimant que la décision ci-dessus n'avait pas été respectée a refusé sa confiance au Bureau sortant.

Celui-ci a alors démissionné, et l'*Assemblée générale* a procédé à l'élection d'un Bureau provisoire auquel elle a donné mandat de prendre contact avec les autorités pour donner à l'inauguration le caractère primitivement fixé.

Afin de rester dans l'esprit de l'*Amicale*, l'*Assemblée générale* décide d'offrir quatre places sur 9 aux partisans de l'ancien Bureau. En outre, reconnaissant le travail fait par nos prédécesseurs elle a offert au président démissionnaire le soin de "remettre le monument" à M. le Directeur de l'Ecole Normale.

Une délégation est nommée et tous ses membres, sans exception, estimant que tous les efforts devaient être tentés pour assurer l'inauguration.

Cette délégation s'est rendue auprès de M. l'Inspecteur d'Académie, une première fois, vers 17 heures 30 et lui a fait part de la décision de l'Assemblée générale.

Sans prendre d'engagement, M. l'Inspecteur d'Académie a reconnu qu'il y avait possibilité d'accord à condition que le délégué de l'Amicale veuille bien lui soumettre, au préalable, le texte du discours qu'il devait prononcer ; la délégation a donné sa parole qu'il n'y aurait rien dans ce discours qui puisse blesser l'auditoire. La délégation s'est alors retirée pour en délibérer. Une deuxième entrevue fut fixée à l'issue de la représentation théâtrale.

A 19 heures 30 la délégation s'est rendue auprès de M. l'Inspecteur d'Académie à l'effet de lui communiquer le texte du discours du délégué de l'Amicale. En nous recevant M. l'Inspecteur d'Académie nous a entretenus pour la première fois de l'exécution de la *Marseillaise* au cours de la cérémonie. Il déclara qu'à cette seule condition l'inauguration aurait lieu.

La délégation d'accepté(sic)

M. l'Inspecteur d'Académie a formulé sa très vive satisfaction et a exprimé sa confiance en jugeant inutile de prendre connaissance de notre discours.

A 20 heures 30 l'accord le plus complet existait entre nous et M. l'Inspecteur d'Académie. Nous nous sommes donnés rendez-vous à l'inauguration.

Le programme arrêté était le suivant :

1. Remise du monument par M. le président sortant.
2. Maintien de tous les discours annoncés ; adjonction du discours du délégué de l'Amicale.
3. Chœur : un couplet de l' « Hymne aux temps futurs » , un couplet de l' « Apothéose de Berlier » .
4. Exécution de la Marseillaise par l'orchestre.

Vers minuit 30 alors qu'elle avait la certitude que tout était arrangé, la délégation fut surprise d'être convoquée d'office par M. l'Inspecteur d'Académie qui lui notifia la remise à une date ultérieure de la cérémonie de l'inauguration. Elle ne put qu'enregistrer cette notification en déplorant très vivement cette décision inattendue et injustifiée.

Car jamais nous n'avons refusé de commémorer le souvenir de nos camarades que la guerre nous a ravis. Mais nous entendons respecter leur suprême volonté. Nous savons qu'ils

sont morts en maudissant la guerre, avec au cœur un immense espoir : *ils rêvaient pour leurs descendants une vie plus humaine dans une humanité meilleure.*

Et nous irons, en un silence poignant, le cœur en proie à une profonde tristesse, nous incliner devant la pierre du souvenir. Sans tapage, sans éclat, la gorge serrée, pieusement recueillis, nous prendrons l'engagement solennel de travailler de toutes nos forces à empêcher, à tout jamais, le retour d'un pareil cataclysme.

Pour l'Amicale :

René DANIEL, Instituteur à Trégunc

Le Cri du Peuple socialiste, 12 juillet 1924

10. Le monument aux instituteurs morts pour la France

La réunion de l'*Amicale des instituteurs et institutrices, anciens normaliens et normaliennes* avait été fixée au **2 juillet à Quimper**. Elle comportait au programme :

1° Le **2 juillet**, dans la matinée, réunion des membres de l'Amicale (les normaliennes à l'école normale de la rue de

Brest, les normaliens à l'école normale des garçons) ; dans l'après-midi, séance récréative dans la salle d'Odette Palace ;
 2° Le **3 juillet**, à 11 heures du matin inauguration du monument élevé à la mémoire des instituteurs morts pour la France.

Divers faits, sur lesquels nous ne sommes pas bien fixés, empêchèrent l'inauguration du monument. A ce sujet, les journaux républicains modérés ou simplement d'information ont publié des entrefilets qui peuvent se résumer ainsi :

« Le 2 juillet, à Quimper, avait lieu une réunion de l'Amicale des instituteurs, qui devait être suivie de l'inauguration du monument élevé à la mémoire des Instituteurs du Finistère morts au champ d'honneur. A cette réunion, les instituteurs socialistes et communistes se trouvèrent en majorité et décidèrent que la cérémonie devait être, dépouillée de son caractère patriotique et militariste ; en conséquence, aucun discours ne serait prononcé sans avoir été préalablement expurgé et la Marseillaise serait remplacée par l'Internationale. » Le Bureau de l'Amicale ayant démissionné, il fut remplacé aussitôt par un Bureau provisoire composé d'extrémistes. M. Desmurs, préfet du Finistère, fut informé que ni son discours ni celui de l'inspecteur d'académie ne pourraient être lus devant le monument avant d'avoir été censurés. Le préfet ne crut pas devoir s'incliner devant ces exigences et l'inauguration du monument fut remise, à une date ultérieure. »

Les journaux réactionnaires quotidiens ont gémi sur les incidents "scandaleux de Quimper. ». Les feuilles cléricales hebdomadaires vont renchérir, crier à l'abomination de la désolation, traiter de révolutionnaires sans patrie, de gens bons tout au plus à jeter à la voirie, tous les instituteurs, jeunes et vieux quels qu'ils soient! En attendant qu'ils aient fini d'épancher leur bile, voici une note que nous adresse l'Amicale, un vue de ramener le prétendu scandale à ses véritables proportions.

Les explications de l'Amicale

« Pour remettre les choses au point nous vous apportons ici objectivement un compte-rendu des faits qui se sont déroulés le 2 juillet dernier à l'Amicale les Instituteurs du Finistère.

1 Il y a deux ans l'Amicale, réunie en assemblée générale, avait décidé d'élever un monument à la mémoire des camarades tués à la guerre et de donner à la cérémonie d'inauguration un caractère de recueillement. L'assemblée générale du 2 juillet 1924, après avoir pris connaissance du programme établi par le Bureau, pour l'inauguration du lendemain, estimant que la décision ci-dessus n'avait pas été respectée, a refusé sa confiance au Bureau sortant. Celui-ci a alors démissionné et l'assemblée générale a procédé à l'élection d'un Bureau provisoire auquel elle a donné mandat

de prendre contact avec les autorités pour donner à l'inauguration le caractère primitivement fixé.

Afin de rester dans l'esprit de l'Amicale, l'assemblée générale décide d'offrir quatre places sur neuf aux partisans de l'ancien Bureau. En outre, reconnaissant le travail fait par nos prédécesseurs, elle a offert au président démissionnaire le soin de remettre le monument à M. le directeur de l'école normale. Une délégation est nommée et tous ses membres, sans exception, estiment que tous les efforts devraient être tentés pour assurer l'inauguration.

Cette délégation s'est rendue auprès de M. l'inspecteur d'académie, une première fois, vers 17 h. 30, et lui a fait part de la décision de l'assemblée générale.

Sans prendre d'engagement, M. l'inspecteur d'académie a reconnu qu'il y avait possibilité d'accord à condition que le délégué de l' Amicale veuille bien lui soumettre, au préalable, le texte du discours qu'il devait prononcer ; la délégation a donné sa parole qu'il n'y aurait rien dans ce discours qui puisse blesser l'auditoire. La délégation s'est alors retirée pour en délibérer. Une deuxième entrevue fut fixée à l'issue de la représentation théâtrale.

A 19h30 , la délégation s'est rendue auprès de M. l'inspecteur d'académie à l'effet de lui communiquer le texte du discours du délégué de l' Amicale.

En nous recevant, M. l'inspecteur d'académie nous a entretenus pour la première fois, de l'exécution de la *Marseillaise*, au cours de la cérémonie . Il déclara qu'à cette seule condition, l'inauguration aurait lieu. *La délégation a accepté.*

M. l'inspecteur d'académie a formulé sa très vive satisfaction et a exprimé sa confiance en jugeant inutile de prendre connaissance de notre discours. A 20h 30, l'accord le plus complet existait entre nous et M. l' Inspecteur d'Académie. Nous nous sommes donnés rendez-vous à l'inauguration.

Le programme arrêté était le suivant :

1. — Remise du monument par M. le président sortant ;
2. — Maintien de tous les discours annoncés : adjonction du discours du délégué de l'Amicale ;
3. — Chœurs : un couplet de *l'Hymne aux temps futurs* ; un couplet de *l'Apothéose* de Berlier.
4. — Exécution de la *Marseillaise* par l'orchestre.

Vers **minuit 30**, alors qu'elle avait la certitude que tout était arrangé, la délégation fut surprise d'être convoquée d'office par M. l'inspecteur d'académie qui lui notifia la remise à une date ultérieure de la cérémonie de l'

inauguration. Elle ne put qu'enregistrer cette notification en déplorant très vivement cette décision inattendue et injustifiée.

Car jamais nous n'avons refusé de commémorer le souvenir de nos camarades que la guerre nous a ravis. Mais nous entendions respecter leur suprême volonté .*Nous savions qu'ils étaient morts en maudissant la guerre, avec au cœur un immense espoir : ils rêvaient pour leurs descendants une vie plus humaine dans une humanité meilleure.*

Et nous irons, en un silence poignant, le cœur en proie à une profonde tristesse, nous incliner devant la pierre du souvenir. Sans tapage, sans éclat, la gorge serrée, pieusement recueillis, nous prendrons l'engagement solennel du travailler de toutes nos forces à empêcher, à tout jamais, le retour d'un pareil cataclysme. »

Pour l'Amicale : *René DANIEL*, Instituteur, à Trégunc.

Nous donnons cette note en toute impartialité, sans la faire nôtre, tout en souhaitant qu'elle soit exacte . Quand nous aurons des renseignements précis, sans réfutation possible, nous pourrons porter un jugement motivé.

E. Petitcolas .

P.S. — Comme il fallait s'y attendre le député sillonniste Balanant a essayé de cabotiner, mercredi, à la Chambre.

Comme il essayait, dans un but de haine contre les instituteurs et l'enseignement gratuit laïque, d'exploiter le retard de l'inauguration du monument élevé aux instituteurs morts pendant la guerre, le ministre de l'instruction publique M. Fraucois-Albert, lui a cloué la bouche, en lui jetant d'une façon dédaigneuse : « jusqu'ici, aucun incident ne s'est produit à Quimper ; le gouvernement espère bien qu'il ne s'en produira pas ». Et Balanant est allé s'asseoir, *nigous* comme devant.

L'Eclaireur du Finistère, 12 juillet 1924

11. Après les incidents de Quimper : le communisme à l'école

Nos lecteurs connaissent déjà , sans doute , par les journaux quotidiens et par la rumeur publique, les incidents scandaleux auxquels on a dû de remettre à une date ultérieure , l'inauguration du monument élevé dans la cour de l'Ecole normale des garçons, à la mémoire des 169 instituteurs et normaliens tombés au cours de la guerre pour la défense de la Patrie.

Le 2 Juillet, à 10 heures du matin , les Instituteurs se réunissaient à l'Ecole normale , en assemblée générale de leur *Amicale* , pour entendre et discuter le rapport moral de l'exercice et le programme de l'inauguration du lendemain . Ils devaient en même temps procéder au renouvellement partiel du Bureau qui avait assumé la tâche de mener à bonne fin le projet d'érection du monument . C'est tout de suite à ce moment qu'intervint la fraction révolutionnaire , composée principalement des jeunes instituteurs qui suivent MM. . Drapier, Cornec , Le Meur, Le Gall, Allot et C^{ie}.

Nous avons été si souvent , au *Progrès*, accusés de calomnier le corps des instituteurs primaires lorsque , obéissant à un devoir élémentaire , nous signalions les progrès que les idées et les méthodes communites faisaient parmi eux , dans le silence des autorités complices ou impuissantes, qu'il ne nous déplâit pas de les montrer à l'œuvre , en cette circonstance , d'après un journal qui ne passe pas précisément pour leur être hostile . Voici donc les faits, d'après le correspondant quimpérois de la *Dépêche* : A peine la séance est-elle ouverte que les communistes interpellent au sujet du compte rendu moral et des modalités d'exécution du programme en vue de l'Inauguration du lendemain.

Tout d'abord, ils expriment bruyamment cette idée en faveur dans leur milieu, qu'avant de penser aux morts il convient d'abord de songer aux vivants. Puis ils ne veulent

pas de la *Marseillaise*, chant national, ni des chœurs des écoles communales ; les accents guerriers des strophes de Rouget de l'Isle, les couplets patriotiques des chœurs sont inconvenants, d'après eux et n'ont d'autre but que de perpétuer l'esprit revancharde et glorifier le militarisme et l'impérialisme. "A bas la guerre !" crie-t-on.

Dès lors, le Bureau qu'on doit renouveler partiellement est mis en minorité : car, ainsi que nous l'avons dit, les vrais instituteurs dignes de ce nom ne sont pas tous présents, beaucoup d'entre eux ayant cru devoir rester en ville, soit pour procéder à des achats, soit pour faire visite à de vieux amis.

Et d'ailleurs aucun d'eux ne pouvait se douter de la manœuvre, qui avait été montée avec la plus absolue discrétion.

Un Bureau provisoire est nommé. Les extrémistes émirent alors la prétention de censurer les discours qui doivent être prononcés et d'en retrancher tout ce qui pouvait glorifier l'idée de Patrie. Ils annoncèrent même leur intention de chanter *l'Internationale* à la cérémonie d'inauguration!

C'est dans un brouhaha indescriptible qu'on se sépara et, à deux heures, nous vîmes les instituteurs se rendre au banquet prévu pour 12h30. Dans un hôtel étaient réunis sous la présidence de M. l'Inspecteur d'académie, les instituteurs qui ont une haute conscience de leur rôle

d'éducateurs. M Masbou. dans ce milieu probe et honnête n'eut pas de peine à faire comprendre à son auditoire que plus les droits conférés à l'individu sont étendus, plus les devoirs qui en découlent sont grands et impératifs.

Dans un autre hôtel, se rencontrèrent les cerveaux brûlés de l'extrême-gauche. Les propos tenus par eux et jetés à tous les échos étaient tellement écoeurants, nous a dit un témoin étranger à la ville que je décidai incontinent de ne pas aller au bal."

Au cours de la journée, un terrain d'entente fut recherché : on ne le trouva point. Dans la soirée, nouvelle séance. Résultat négatif. Le Bureau démissionnaire ne veut pas reprendre ses fonctions pour procéder le lendemain à la remise du monument; le Bureau provisoire ne veut pas se dessaisir et maintient ses exigences quant aux modalités d'exécution du programme. Dès lors, toute entente est impossible. Pour éviter un scandale, on décide d'ajourner à une date ultérieure l'inauguration du monument.

Voilà les faits dans un raccourci plutôt discret. On pourrait y ajouter des détails qui aggraveraient encore l'odieux de ces incidents. Ils suffisent . Tels qu'ils sont, ils dénoncent éloquemment le péril que court l'école primaire .

Nous avons plusieurs fois dit à M. Masbou, inspecteur d'Académie , lorsque , dans ses rapports annuels sur la situation comparée entre écoles primaires officielles et

privées, il attribuait à de prétendues pressions cléricales le recul qu'il constatait dans les écoles publiques : « Ne cherchez pas tant en face regardez plutôt chez vous ».

On aimait mieux feindre de s'indigner de nos « calomnies » que de reconnaître et de combattre le mal inavoué mais trop certain qui rongait dans ses jeunes fibres l'arbre laïque, à l'effroi des mères chrétiennes et patriotes inquiètes des directions qui seraient données à l'esprit de leurs enfants.

Pourtant que de manifestations déjà où se sont affirmés en plein jour les progrès de cet esprit d'insubordination, d'antipatriotisme et de révolution! A-t-on déjà oublié la dernière élection des délégués instituteurs au Conseil départemental ? Les Communistes, soutenus par la majorité de leurs collègues, en ont chassé les hommes pondérés, fervents laïques pourtant, et nullement réactionnaires, qui y représentaient la maturité de jugement et l'impartialité des anciennes générations d'instituteurs. Aujourd'hui Drapier y règne, Drapier y dit quels dossiers doivent être rejetés sans examen, et, si l'on invoque contre lui l'autorité du Ministre, Drapier la récuse.

L'Administration sait tout cela, elle le sait si bien qu'elle a depuis longtemps rompu toutes relations avec les organisations syndicales sur lesquelles s'appuient les révolutionnaires. Mais l'Administration; du haut en bas de l'échelle, n'a pas voulu, ou n'a pas pu faire autre chose.

Elle se tait sur ce péril grandissant , elle tâche de jeter sur ces menées qu'elle ne veut pas réprimer le manteau de Noé .

Elle a encore essayé d'obtenir le silence de la Presse sur les incidents des 2 et 3 Juillet . Elle a obtenu de certains de limiter à " une cinquantaine" et à "quelques dizaines" le nombre des auteurs de ce scandale . Elle essaiera d'arranger avec ceux-ci un compromis sur un programme qui appliquera la neutralité même à l'idée de Patrie . Vous verrez que le nouveau programme d'inauguration fera la part large aux exigences communistes.

Cette politique d'autruche et ces abdications successives ne sauveront rien, n'arrêteront rien. Le mal est dans les esprits : c'est l'éclosion logique de certains germes qu'on y a semés dès l'école du village , qu'on a cultivés avec soin à l'Ecole normale , et qui s'ouvrent maintenant en fleurs rouges portant sur leurs pétales ces mots : *ni Dieu, ni maître*.

Et c'est cela qu'on ne veut pas reconnaître parce que ce serait l'aveu d'une erreur énorme dont la correction exigerait une refonte de toute la législation scolaire, dans le sens de cette revendication si simple , si légitime et si libérale de la Répartition proportionnelle des ressources du budget de l'Instruction publique entre toutes les écoles tant libres qu'officielles.

Mais précisément , à cause de cette conséquence , ils n'avoueront jamais leur erreur. Ils aimeront mieux voir

s'aggraver encore le mal que de recourir à ce remède facile et qui serait vite souverain. Ils sont comme cet enfant de Sparte qui, ayant volé un renard et l'ayant caché pour son habit, préféra se laisser dévorer le ventre en silence que de lâcher au vu de tous l'objet de son larcin .

Seulement , dans ces conditions-là , il faudrait au moins avoir la pudeur de laisser tranquilles d'autres instituteurs et institutrices qui ont de leurs devoirs envers la Patrie une conception qui se rapproche davantage de celle des bons patriotes français.

F. Goyen

oooooooo

A propos de ces mêmes incidents, nous recevons d'un lecteur bien informé , les réflexions suivantes :

Quimper, le 8 Juillet 1924.

Le fâcheux incident qui s'est passé à l'Ecole normale de Quimper me suggère quelques réflexions que je me permets de vous transmettre.

Et tout d'abord ce qui m'a surpris le plus dans cet incident, c'est la stupeur, c'est l'étonnement manifesté par ceux qui ont avec les auteurs du scandale les relations

professionnelles les plus étroites. Mais oui, Messieurs les Instituteurs que j'ai l'honneur de connaître, vous remplissez votre tâche avec un dévouement qui mérite tous les éloges et qui force même mon admiration ; mais croyez moi, les enfants que vous préparez pour l'Ecole normale iront plus tard en grand nombre, je le crains fort, grossir la phalange de ceux qui l'autre jour, vous ont si profondément scandalisés.

Et, en effet, la déchristianisation des futurs instituteurs fait partie non du programme avoué évidemment, mais du programme réel de l'Ecole normale de Quimper. Et voici la preuve de cette affirmation.

1° L'an dernier, je le sais de bonne source, un professeur de l'Ecole essayait de prouver à ses élèves, en classe, qu'il n'y a pas de Dieu.

2° En principe les élèves ont le droit d'aller à la messe le dimanche. En fait, voici comment les choses se passent : pour aller à la messe, il faut une permission du Directeur, permission qui est d'ailleurs toujours accordée à ceux qui la désirent et qui se font inscrire pour l'avoir. Mais celui qui est chargé d'inscrire ces noms au commencement d'Octobre est ordinairement un élève de 3^e année qui, narquois et un sourire malicieux aux lèvres, interroge les nouveaux arrivés et leur tient à peu près ce langage : " Voyons qui sont ceux qui veulent aller voir les curés le dimanche à la messe?"

L'effet voulu est produit, et rares sont les jeunes gens courageux qui osent se faire inscrire. Voilà comment les choses se passaient l'année dernière. Peut-être le nouveau Directeur, qui est un homme très cultivé et très bien élevé, a-t-il changé cette façon de faire.

3° Ceci se passait encore l'année dernière. L'élève qui remplissait ses devoirs religieux était appelé chez M. le Directeur, qui lui montrait tous les *inconvenients* de sa conduite, essayait de le détourner de pratiques indignes, disait-il, d'un futur Instituteur, et l'abandonnait aux sarcasmes de ses camarades.

4° Autrefois avant la guerre, on servait maigre aux élèves le vendredi. Désormais tous doivent manger de la viande aux jours d'abstinence, même ceux qui voudraient faire leur devoir de catholiques.

5° Et alors, voilà le résultat : à peu près tous les élèves de l'Ecole normale se croient obligés d'être antireligieux. J'assistais ce matin à cette scène : un prêtre envoyait le viatique à un malade ; passèrent cinquante élèves environ de la dite Ecole : deux saluèrent le bon Dieu. Mais, me direz-vous, les autres étaient libres de ne pas le faire. C'est entendu. Mais vous me permettrez de m'étonner que sur cinquante jeunes ans de 17 à 19 ans ans, dont les trois quarts sortent de familles catholiques et allaient il y a quelques mois à la messe, il ne s'en trouve que deux à rendre à leur Dieu

les hommages que presque personne par ailleurs ne lui refuse — Autre résultat. Dernièrement, on faisait une procession du Saint Sacrement à Quimper, devant une foule unanimement réunie. Plusieurs élèves de l'Ecole normale affectèrent de parcourir les rangs de la procession le chapeau sur la tête. Ils sont libres de le faire bien entendu mais vous avouerez que c'est là quelque chose de symptomatique.

Mais qu'est-ce que cela a à faire avec la manifestation de l'autre jour? Eh bien ! suivez-moi. Je viens de prouver que la déchristianisation des jeunes gens fait partie ou a fait partie du programme secret de l'Ecole normale de Quimper. Or, lorsque les jeunes gens, ceci est un fait d'expérience, ont perdu la foi et nourrissent des sentiments de dédain ou de haine pour la religion ils sont plus exposés à devenir partisans des théories politiques les plus avancées et les plus révolutionnaires. Cela est si vrai qu'il y a deux ans les jeunes élèves de l'Ecole normale ébauchèrent une sorte d'association que l'on jugera dangereuse, puisqu'il fallut l'intervention d'autorités supérieures pour aider le Directeur à prendre des mesures énergiques.

La conclusion logique, tous les lecteurs la tireront des premières Ma conclusion pratique la voici.

Les parents chrétiens doivent savoir à quoi ils s'exposent en confiant leurs enfants à l'Ecole normale de garçons de Quimper, tant que la mentalité n'en sera pas changée. Et, par suite, que le Directeur actuel, que l'on dit un homme de grand bon sens, prenne les dispositions voulues pour que son Ecole soit, comme le veut la loi, une Ecole vraiment neutre et non pas une Ecole antireligieuse, et alors préviendra-t-il peut-être les incidents fâcheux que tous les bons Français blâment et déplorent.

X...

L'incident porté à la Chambre

A la séance de la Chambre, mercredi, M. Balanant a demandé à poser à M. le ministre de l'Instruction publique, les deux questions suivantes :

1° A quelle date cette inauguration, jusqu'ici retardée, pourra avoir lieu ?

2° La *Marseillaise*, qu'un petit nombre d'instituteurs révolutionnaires (Exclamations à l'extrême-gauche) et antipatriotes, prétend empêcher de chanter à cette fête, y sera-t-elle admise ou non ?

M. le Ministre, pour qui il n'y a pas eu d'incident à Quimper, refuse d'aborder la question au fond, et, sur sa demande,

l'interpellation est renvoyée à la suite , par 375 voix contre 201.

Le Progrès du Finistère, 12 juillet 1924

Note concernant un propos de G. Le Bail :

M . Le Bail dit des Communistes qu'ils sont des "gens de sac et de corde". Nous reviendrons là-dessus à propos de la cinquantaine d'Instituteurs Communistes qui sabota l'inauguration du monument élevé aux Instituteurs morts pendant la guerre. Nous donnons acte à M. Le Bail de sa déclaration et la communiquons à MM. Le Meur , Cornec et autres moins notoires, à toutes fins utiles, et avec nos... condoléances .

12. Les yeux qui s'ouvrent

Les incidents du 2 Juillet ont fait contre les Instituteurs Communistes, exception faite du *Cri du Peuple*, comme de

juste, l'unanimité dans la Presse du département, tant hebdomadaire que quotidienne.

De dures vérités leur ont été dites de tous les côtés. Le *Finistère* même en a quelques autres encore au bout de la langue, qu'il leur dira... après que la lecture du *Progrès* sera venue soutenir et alimenter son indignation.

Cette unanimité prouve qu'il y a tout de même une limite à tout, même aux complaisances que l'on croit devoir à des alliés d'hier qui peuvent encore être, pour un objectif déterminé, les collaborateurs de demain.

Il y a pourtant un homme qui, dans tout cela, n'a vu aucune matière à émotion et à sanction, et c'est le grand chef des auteurs du scandale lui-même. « Aucun incident ne s'est produit à Quimper, » a déclaré publiquement à la Chambre le ministre de l'Instruction publique, M. François Albert, et il a demandé à la majorité de protéger son optimisme contre le récit des faits que M. Balanant voulait porter à la tribune. La majorité le lui a d'ailleurs accordé pour son propre plaisir autant que pour le sien. On n'est pas plus autruche, même en plein désert.

338 voix (???) dont celles de MM. Bouilloux-Lafont et Daniélou, se sont donc trouvées à la Chambre pour renvoyer "à la suite", c'est-à-dire aux calendes grecques, la discussion que voulait ouvrir séance tenante, ou pour un jour prochain, M. Balanant.

Voilà où s'affirme une fois de plus la complicité de l'esprit laïque avec le Communisme, ou, disons mieux, son illogisme qui le rend impuissant à combattre les progrès de l'anarchie.

De qui M. François Albert et les 33(???) députés qui ont couvert sa dérobade ont-ils eu peur ?

De l'élément modéré et patriote de la Chambre, sans doute, qui n'aurait pas manqué de tirer des incidents de Quimper des conclusions qui auraient exigé des sanctions. Car enfin, on ne suppose pas qu'un Gouvernement puisse approuver un scandale dont tout un département s'est ému et dont le journal de M. Bouilloux-Lafont lui-même écrit que ses auteurs sont « *ceux qui poignardent le plus cruellement la cause de l'Ecole publique* ».

Mais s'ils ont eu un peu peur des Modérés, ils en ont eu bien plus des Communistes de la Chambre dont cette discussion eût ouvert le procès. Et quel procès, soutenu par quel procureur et porté devant quels juges!

Ah! il aurait fait beau que le Ministre de l'Instruction publique élevât la voix pour reprocher aux Communistes le « sacrilège », — c'est encore une expression du *Finistère*, — que leurs amis de Quimper venaient de commettre contre la Patrie !

Leur réponse eût été vraiment trop facile, adressée à de tels accusateurs.

« Eh quoi ? leur auraient-ils répondu, ne reconnaissez-vous pas là le développement logique de vos doctrines ? Vous avez applaudi Jaurès déclarant ici que la Raison est aujourd'hui la seule reine à laquelle l'esprit humain puisse se soumettre sans s'avilir et que, si Dieu lui-même et en personne apparaissait un jour à notre horizon, notre devoir serait encore de lui demander ses titres. Au nom de cette doctrine, vous avez écarté de notre Enseignement national le dogme quel qu'il soit. Et qu'est-ce que la Patrie, sinon un autre dogme ?

Vous le conservez, vous, dans votre religion laïque expurgée de l'idée de Dieu ? Souffrez que, plus logiques, nous poussions l'épuration jusqu'à la limite et que nous demandions à cette autre idole, la Patrie, avant d'y sacrifier et d'incliner devant elle notre raison, les titres que nous avons exigés ensemble de la Divinité.

Ces titres, nous les avons étudiés, et nous les tenons pour usurpés. Nous n'y croyons plus. Il n'y a plus entre nous sur l'idée de Patrie cette unanimité qu'ont connue les générations esclaves de préjugés périmés qui ont appartenu à « l'ère théologique » de l'humanité, comme Comte nous l'a appris, et qui doivent disparaître avec elle. Sur ce dogme comme sur les autres, l'unité morale n'existe plus dans notre France émancipée des vieilles croyances. Eh bien, tirez-en les conséquences avec la même rigueur logique que vous avez appliquée à traiter le problème religieux.

Pour celui-ci, vous avez proclamé la *neutralité* « condition et garantie » avez vous dit, de la liberté de conscience : faites-en autant pour le problème patriotique. A cause des protestants, des israélites, des mahométans, des libres penseurs, dont un enseignement religieux à l'école froisserait les convictions ou l'incrédulité, vous avez supprimé cet enseignement : à cause des Communistes et des Internationalistes, supprimez aussi maintenant l'enseignement patriotique et tout ce qui l'entretient ou l'insinue, Histoire-bataille, tableaux, poèmes, chansons. Cet enseignement est contraire aussi à la liberté de conscience.

La *Marseillaise*, les discours où l'on glorifie l'idole qu'on appelle Patrie, où l'on justifie les hécatombes qu'elle a provoquées, voilà vraiment le scandale dans une réunion comme celle de Quimper où les Communistes étaient si nombreux, sinon même le grand nombre . Nos amis, les Instituteurs Communistes du Finistère ont eu raison. Et si des sanctions doivent être prises, c'est contre le Préfet et l'Inspecteur d'Académie qui, par leur intransigeance, ont été les seules causes de l'incident et de tout le parti qu'en ont tiré les adversaires de la laïcité ”.

Voilà, sans doute, ce qu'aurait expliqué à M. François Albert quelque Cachin ou quelque Marty. Qu'aurait répondu le Ministre ? Qu'aurait répondu à sa place le *Finistère*, lui que l'on sent beaucoup plus affecté du coup qui a été porté à

l'Ecole laïque que du « sacrilège » qui a été commis contre la Patrie ?

Aussi la majorité du Bloc a-t-elle compris que si, dans le cas, la parole courageuse qu'on eût désirée eût été d'argent pour la France — le silence était d'or pour les complices.

Et c'est une chose très curieuse de voir qu'à Paris M. Bouilloux-Lafont couvre M. François-Albert qui se tait, tandis qu'il fait écrire à Quimper dans son journal « qu'on ne saurait dans aucun organe consentir à étouffer de pareils incidents ».

Mais on sait déjà que M. Bouilloux-Lafont se soucie aussi peu d'accorder à son visage de Quimper celui de Paris que de faire reconnaître ses traits d'hier dans ceux d'aujourd'hui.

Cela, c'est l'affaire de son secrétaire. Et celui-ci y met, on doit l'avouer, une bonne volonté qui, si elle n'est pas toujours heureuse, est, à tout le moins, bien méritoire.

F. Goyen

Le Progrès du Finistère, 19 juillet 1924

13. Incohérences

L'écueil d'une erreur initiale qui se débat pour échapper à ses conséquences, c'est la contradiction. La logique se venge en noyant son homme dans l'incohérence.

Voyez, par exemple, *Le Finistère* essayant de défendre l'idée de Patrie contre le Communisme de notre jeune génération d'Instituteurs. Les contradictions y fleurissent comme dans un parterre.

Nous avons déjà signalé la plus apparente ; M. Bouilloux-Lafont aidant le Ministre de l'Instruction publique à étouffer l'affaire devant le Parlement, tandis que son journal déclare que le silence est impossible !

La contradiction était si évidente que le *Finistère* de samedi sans doute un peu gêné de son éclat, consent à écrire que le désir de silence était « justifié par un souci d'apaisement ». Ce qui ne l'empêche pas, du reste, de reprendre le même thème tout au long de trois autres colonnes.

Et voyez comme il commence bien : « Il faut défendre la Laïque, écrit-il dans son titre, **MÊME** contre ceux qui la sabotent ». Pourquoi ce **même** ? N'est-ce pas **surtout** à ces « saboteurs » qu'il faut s'en prendre quand ce sont précisément ceux à qui est confié le bon fonctionnement de l'institution ?

Mais voici notre confrère aux prises avec la doctrine communiste elle-même : c'est, écrit-il, « un concept si lamentable, si peu rationnel », « une théorie si indigente... » « qu'on a peine à comprendre qu'elle puisse séduire des instituteurs ». Autrement dit, les adeptes du Communisme ne peuvent être que des crétins et des imbéciles !

Ce n'est pas si sûr, en toute hypothèse, et nous croyons que, Dieu supprimé, le Communisme, tout en restant bien « indigent » et bien « lamentable », n'est pas du tout « si peu rationnel, » et qu'il a aussi sa logique.

Mais voilà avec quel mépris le *Finistère* traite le Communisme et ses adeptes. Il ne les flatte pas. Et cependant, écrit-il tout de suite après, ce Communisme est « respectable en tant que conviction individuelle » .

Ainsi une doctrine peut être idiote, criminelle même, tant qu'elle n'est qu'un pur ooncept en l'air et sans sujet, mais dès qu'elle est adoptée par quelqu'un, dès qu'elle devient la « conviction individuelle » de quelques hurluberlus, ou de quelques déséquilibrés, elle devient « respectable » ! Messieurs les assassins convaincus, nous vous avons bien du respect ! Quel dommage seulement que vos idées soient si « lamentables » et si « peu rationnelles » ! Nous allons vous envoyer à l'école au lieu de vous conduire en prison !

Donc, on admet fort bien au *Finistère* « qu'un Instituteur soit communiste, tout aussi bien que socialiste, ou radical ou modéré ». A une condition, toutefois, et voici laquelle : « c'est que la doctrine politique ne fausse pas l'enseignement qui doit rester strictement neutre ». Très bien, dira le

Communiste, mais justement pour être « neutre », il faut que l'enseignement écarte tous les dogmes, y compris le dogme patriotique et ses chansons ! Est-ce cela ce que veut le *Finistère* ?

Poursuivons, « Ce contre quoi nous nous élevons, dit encore notre confrère, « c'est que cette doctrine politique conduise les membres du corps enseignant à faire figure d'**agitateurs violents et intolérants** et à donner pour ainsi dire au dehors un démenti perpétuel aux enseignements qu'ils pratiquent ou sont censés pratiquer au dedans de leur classe »

Voilà qui est bien parler, et l'on croirait lire un ancien ministre du Bloc National, M. Léon Bérard en personne, dans une de ces circulaires aux Instituteurs qui en firent la bête noire des agités et des intolérants du corps enseignant.

Mais quoi ? Où les trouve-t-on ces « **agitateurs violents et intolérants** » ? N'est-ce pas dans ce Comité de Défense laïque au nom duquel les Drapier, les Cornec, les Allot, les Le Meur, les Le Gall, etc , tous les héros enfin de l'incident du 3 Juillet, organisaient ces conférences scandaleuses qui leur ont valu d'être appelés des « *insulteurs publics* » ?

Or, M. Bouilloux-Lafont a apporté à ce Comité l'appui public de son autorité et, sans nul doute, de sa cotisation, et il n'a pas dédaigné de prendre part, à Quimper même, à ses palabres ! Or, le *Finistère*, chaque semaine , n' a pas manqué jusqu'ici de publier en bonne place et en caractères très apparents les communiqués de ces « agitateurs » dont « l'intolérance » va jusqu' à organiser parmi les Délégués cantonaux la chasse et l'expulsion d'un certain nombre

d'amis de M. Bouilloux-Lafont coupables de tiédeur pour la cause laïque ! Comprenne qui pourra et croie qui voudra à la sincérité de l'une ou de l'autre de ces attitudes contradictoires !

On n'en finirait point de relever ces incohérences. M. Le Page , d'ailleurs, y introduit parfois des réflexions personnelles qui sont encore bien plus révélatrices de l'état de dissociation , ni liquide , ni vapeur, où se tient sa pensée . Ainsi n'hésite-t-il pas à déclarer que « la seule religion » qu'il ait, c'est l'Ecole laïque !!!

Ce n'est pas beaucoup évidemment, mais qu'il nous permette de lui dire que ce n'est pas précisément par là qu'il se distingue le mieux des Instituteurs communistes.

Eux aussi , en effet, ils se prétendent les adeptes de cette religion de l'Ecole laïque , et même ils s'en déclarent les prêtres selon l'ordre institué par les Ferry , les Paul Bert et les Buisson .

En somme , dans cette église nouvelle , M. Le Page n'est qu'un simple fidèle et tout au plus un enfant de chœur. Est-ce à lui de rédiger les articles du *credo* et le rituel liturgique en dehors desquels il n'y a que schisme et hérésie ? Garo va-t-il une autre fois en remonter à son curé ?

Si cette religion n'a qu'un dogme , la souveraineté infailible de la Raison , il doit y avoir place dans le temple pour toutes les opinions et toutes les sectes , et chacune doit y avoir droit à sa chapelle , la secte communiste comme la secte radicale et la secte socialiste . M. Le Page peut choisir

l'autel devant lequel il fera ses dévotions, il a le droit de s'écarter de celui où pontifient, en liturgie slave ou moscovite , M. Drapier et M. Cornec , mais quant à jeter l'excommunication à ces « modernistes », au nom de quelle autorité , s'il vous plaît ?

Du reste , ce n'est pas seulement à Quimper que le « Modernisme » communiste et révolutionnaire sévit parmi le clergé de « la religion de l'école laïque » .

Ne nous apprend - on pas qu'à Foix , dans l'Ariège , les Instituteurs préparent pour leur prochain congrès un plan « d'école rationnelle » dont les principes seront établis « à la lumière de l'expérience russe » , dans le but « de préparer des révolutionnaires » ?

Et ne nous dit-on pas aussi que le Syndicat des Instituteurs du Puy-de-Dôme projette , de son côté, une réforme de l'enseignement sur les bases suivantes : lutte de classe , développement intense d'une éducation prolétarienne de classe , lutte oontre la guerre capitaliste,etc... ?

L'orthodoxie de M. Le Page a, on le voit, bien des sujets de s'alarmer devant cette éclosion d'hérésies. Seulement , peut-être bien les Communistes ne seraient-ils pas très en peine de lui prouver que l'hérétique c'est lui. Que prétendait en effet Ferry , le grand fondateur de « la religion de l'Ecole laïque » ? Il avait voulu , disait-il à Jaurès, « préparer une humanité sans Dieu et sans rois » ? Avec leur « ni Dieu ni maître » , les Communistes ne semblent pas s'être de beaucoup écartés de la pensée du maître .

F. GOYEN

Le Progrès du Finistère, 26 juillet 1924

14. Fléchettes

Instituteurs laïques

On peut épiloguer sur le scandale de l'inauguration du monument des Instituteurs du Finistère morts pour la France. Ou peut dénoncer l'attitude insolente de cette prétendue cinquantaine de pédagogues— 141 Instituteurs du Finistère sont abonnés à *L'École Emancipée*, 141 qui préparent l'avènement de Moscou — et en face souligner la veulerie des chefs hiérarchiques, la platitude des pouvoirs civils, la timidité d'un Ministre. On peut vitupérer les motions votées au dernier congrès syndicaliste, tellement stupides, tellement haineuses qu'elles ont provoqué la protestation de journaux sectaires comme *l'Homme Libre* et *la Dépêche de Toulouse*.

Mais ce qu'on ne dira jamais assez, c'est que cette attitude, ces propositions, ces vœux, tout cela est très normal, très logique.

Qu'un Instituteur de la vieille école, bourgeois tranquille qui aime la pêche à la ligne, radical local édulcoré dont les idées confuses s'accommodent avec toutes les opinions moyennes, radical sectaire, mais éducateur consciencieux, dont l'anticléricisme ne dépasse pas les limites, d'une salle de café où il joue la manille, qu'un tel Instituteur puisse se mouvoir avec aisance dans le pur domaine de la neutralité, j'inclinerais à le croire et ne m'en étonnerais guère, si la neutralité était possible.

Mais le Socialisme et le Communisme sont deux doctrines d'avant-garde qui exigent de leur adhérent une robuste et un tempérament d'apôtre. Pas plus que je ne comprends un Catholique qui mettrait sa religion dans sa poche et son mouchoir par-dessus, je ne comprends un Communiste ou un Socialiste qui ne serait pas un propagandiste ardent de ses idées.

Aussi l'instituteur communiste ou socialiste est placé devant ce dilemme : ou il est sincère, et il ne peut être neutre ; ou il est neutre, et alors que fait-il de sa dignité ? Serait-ce donc pour une bouchée de pain qu'il renierait des idées auxquelles il a donné son cœur, auxquelles il a consacré son énergie ?

J'aime mieux soutenir, je préfère croire que les cent quarante et un Instituteurs du Finistère abonnés à l'Ecole Emancipée sont des hommes sincères. Et parce que j'ai la

naïveté de croire en cette sincérité, j'estime que le scandale de Quimper, les Congrès de Lyon et de Paris sont des événements très naturels et qui découlent logiquement de la déformation intellectuelle des pédagogues, en même temps qu'ils témoignent d'un certain sentiment de dignité.

Placés entre leur devoir d'éducateurs payés pour enseigner l'Histoire et la morale, le calcul et la dictée, et leur devoir impérieux de propager les doctrines collectivistes qui seules, pour eux, peuvent apporter au monde plus de justice et plus de fraternité, talonnés peut-être par la nécessité de vivre et de nourrir une famille, que voulez-vous qu'ils fassent ? Ces deux devoirs s'opposent. Ils ont donc adopté, pour apaiser leur conscience, une neutralité que j'appellerai négative et qui est déjà la violation de la neutralité telle que l'entendent les lois.

En Histoire, les guerres peuvent développer l'esprit militariste de l'enfant! On glissera... En morale, la notion de patriotisme est susceptible d'éveiller le chauvinisme de l'élève ! On n'en parlera pas... On n'en dira pas de mal. Mais on n'en parlera pas. Le principe de neutralité est sauf.

Ce n'est déjà pas si bête : où commence, où finit la neutralité? Certains historiens ne considèrent dans l'Histoire que les dates, les faits ; d'autres n'y voient qu'une succession de guerres réalisant l'unité de la France ; d'autres enfin y cherchent l'évolution de l'humanité vers

plus de justice. Pour être neutre, quelle Histoire faut-il enseigner? Quand à la morale, nous n'en dirons rien. Tellement de philosophes ont tripoté les notions morales qu'il est absolument impossible d'en présenter une seule sans faillir à la neutralité.

Toutefois, conscients de ce que cette attitude effacée avait de honteux en regard de leurs opinions, les Instituteurs communistes et socialistes veulent mettre leur conscience plus à l'aise. Ils réclament purement et simplement la suppression de la neutralité scolaire, par la suppression de l'enseignement de l'Histoire et de la morale.

Encore une fois, ils sont logiques. Cette solution concilie deux devoirs qui paraissaient inconciliables... tout en permettant à ces messieurs de conserver leur bouchée de pain. Ce doit être une fameuse et copieuse tartine, cette bouchée de pain, puisqu'on y tient tant !

Il est vrai qu'avec une augmentation de traitement de 50 % on y pourra étaler un peu de beurre.

Lorsqu'en face de ses prétentieux et tumultueux Instituteurs, correctement chaussés, cravatés, chapeautés, moulés dans leur veston à la dernière mode, en face de ces Institutrices aux amples fourrures et aux bas de soie, on voit ces Instituteurs libres, humbles, effacés, presque

honteux de leurs vêtements élimés, et ces Institutrices libres — pauvres filles dont on se moque assez parce que les quelques vingt francs qu'elles gagnent leur permettent à peine de soigner ces uniformes laids et noirs, ces souliers impossibles et ces bas grossiers — riches seulement de leur dévouement et de leur modestie, uniquement soucieux d'enseignement et d'éducation, on ne s'étonne plus que des Radicaux impénitents envoient leurs enfants à l'Ecole libre.

Vivent les Instituteurs communistes ! ils provoqueront la faillite de l'Ecole laïque, neutre et obligatoire. Et ce sera justice.

Le Parthe

On jette du lest

Il faut que les instituteurs syndicalistes soient devenus bien indéfendables pour mériter la disgrâce qui vient de les accabler. Lâchés par *Le Finistère* de M. Bouilloux-Lafont , *Le Citoyen* de M. Le Bail lui-même les abandonne à son tour !

Où sont les temps fortunés où, *le Progrès* seul et quelques-uns de ses confrères cléricaux et réactionnaires se permettant de signaler leurs incartades , le clan des

"laïques" tout entier criait vertueusement à la diffamation et à la calomnie ?

Le Citoyen lui-même ne peut plus taire ses inquiétudes et son indignation ! Les prétentions des Instituteurs syndicalistes de se servir de l'école pour avancer leurs propres affaires révolutionnaires lui paraissent un attentat contre le bon sens, contre la Nation , et contre les droits des familles.

Tant qu'ils s'étaient bornés à propager sournoisement tout à découvert l'irréligion pour le compte de la Franc-Maçonnerie, tout était bien . Mais ils veulent maintenant façonner l'âme des enfants à leur exacte image de Communistes et de Socialistes révolutionnaires ! Alors rien ne va plus .

Et, sans aucune tendresse , l'organe de M. Le Bail leur déclare que leurs théories ne sont que des sottises dites avec grandiloquence , qu'ils commettent une usurpation de pouvoir et qu'ils manquent , au surplus, de loyauté en faisant de l'école un moyen de propagande antisociale , bref que ce sont des sectaires !

On avouera que cette conversion est bien étonnante . Elle serait même très édifiante si elle était sincère , c'est-à-dire si on lui voyait donner comme conclusion une énergique protestation en faveur de la liberté de l'Enseignement et de la réforme qui assurerait cette liberté : la répartition

proportionnelle scolaire . Car si l'on blâme si fort les Syndicalistes de ne pas respecter les droits des familles, c'est bien le moins qu'on donne à celles-ci, surtout quand elles sont pauvres, la liberté pratique de choisir pour leurs enfants des maîtres moins suspects, partout où il s'en rencontre .

Mais telle n'est pas précisément la conclusion de notre confrère, et, s'il ne ménage pas les Instituteurs syndicalistes, ce n'est que pour mieux défendre l'école athée et opposer sa « tolérance » et son "impartialité" au "sectarisme" de l'école confessionnelle .

Le Citoyen, sentant que sa galère laïque embarque de l'eau , a tout simplement jeté du lest. Il a débarqué ses Jonas communistes et syndicalistes, uniques causes de la tempête .

Toute petite opération du reste , car combien sont-ils ? Une poignée! Ils ne sont qu'une "poignée" presque négligeable dans le corps imposant des Instituteurs fidèles à tout leur devoir ! Et voilà, par cette constatation , notre confrère tout à fait rassuré et parfaitement en forme pour vous prouver que ces "sectaires", qui ne sont que l'exception dans l'Enseignement laïque , sont l'unanimité dans l'Enseignement privé !

On voit où voulait aboutir cette indignation contre les Instituteurs bolchevistes et syndicalistes : à atténuer, à minimiser sinon à nier le danger qu'ils constituent pour les

familles, pour la Nation et pour l'Ecole elle-même , et, bien mieux , à faire dévier vers l'Ecole privée les défiances que leurs agissements provoquent à l'endroit de l'Ecole laïque . Il n' y a fallu qu'une inexactitude et un sophisme , moyens qui ne sont pas pour embarrasser notre confrère .

Une **inexactitude** d'abord . C'est celle qui consiste à réduire à une « poignée » le nombre des Instituteurs dont les manifestations tapageuses ont, ces derniers temps, si fâcheusement impressionné l'opinion , à Quimper, dans le Puy-de-Dôme , dans l'Ariège , à Paris et à Lyon .

Nous ne voulons pas à notre tour exagérer. Mais les chiffres sont là. Ils nous disent que les Instituteurs représentés au Congrès communiste de Paris sont au nombre de 13 000 et que les adhérents au Syndicat national (S.N.) qui tenait son Congrès à Lyon sont au nombre de 70.000. En tout, cela fait 83 000 sur 120 000 Instituteurs environ .

Que ceux du S. N. ne soient pas tous révolutionnaires, nous le voulons bien , mais ce sont tout de même ceux dont les délégués acclamaient *l'Instituteur Clémendot de l'Yonne* préconisant la suppression de l'enseignement de l'Histoire à l'école .

Les deux tendances , extrémiste et socialiste , sont représentées dans le Finistère . Or, *l'Humanité*, organe des Communistes, nous apprenait , dans son numéro du lundi 11 Août que le Syndicat extrémiste compte plus de 320

adhérents parmi les Instituteurs du département et que , depuis l'incident de l'Inauguration, de nombreux adhérents du S. N . les ont rejoints dans le syndicat unitaire .

Voilà cette simple "poignée" : la majorité du corps enseignant primaire !

Quant au **sophisme** , il est vraiment trop voyant . Que l'on mette sur le même pied et que l'on frappe de la même réprobation l'Instituteur syndicaliste qui enseigne à ses élèves le mépris de la Patrie et la haine de nos institutions sociales et l'Instituteur catholique qui apprend à l'enfant ses devoirs envers Dieu, envers la Société et envers la Patrie , cela peut s'expliquer de la part de qui ne voit aucune distinction entre le bien et le mal , entre l'esprit d 'ordre et l'esprit de révolte , et c'est peut-être le cas de l 'auteur de l'article du *Citoyen*, mais c'est là une assimilation qui ne fera aucune dupe parmi les gens dont le sens moral et le simple bon sens conservent encore quelque empire sur le jugement .

Ceux-ci composent encore heureusement la grande majorité des Français et ils jugent très sévèrement l'évolution qui, logiquement , tend à faire de l'Ecole sans Dieu la grande pourvoyeuse des milices antisociales et antipatriotiques de la future Révolution .

F.Goyen

Le Progrès du Finistère, 16 août 1924

15. Fléchettes

M. Clémendot(de l'Yonne),

instituteur laïque,

n'aime pas l'Histoire

Dans l'Yonne, je ne connais bien qu'Avallon. C'est une petite sous-préfecture, très moderne et très vieille, dont les maisons, neuves et vieilles, ne se sont pas toutes arrêtées à temps. A la pointe de l'éperon qui domine un val profond, quelques unes, capricieuses, attirées sans doute par la murmurante rivière du Cousin, ont sauté par dessus les remparts, comme des chèvres folles par-dessus les talus.

J'aimais ce pays parce qu'il est beau comme la Bretagne, avec ses blocs de granit, ses coteaux boisés, ses bruyères et ses ruisseaux chevauchés par des moulins pittoresques. Auprès des grandes forêts du Morvan, les vignes de la

Basse-Bourgogne s'étagent. Et le Chablis est un vin délicieux.

J'aimais, le soir, rêver sur les *Terreaux*, esplanade plantée d'arbres au pied des murailles. C'était l'hiver, un hiver rude. Au fond ds l'étroite et profonde vallée, les maisons qui ne voulurent plus de la tutelle des remparts, et les filatures et les tanneries se tassaient aux bords du Cousin. Sur les coteaux d'en face grimpait la forêt grise. Le clair de lune était froid et la rivière, en l'effleurant, prenait des reflets d'acier...

Ma foi ! je crois que je fais de la poésie... tout comme M. Le Bail. Continuons.

Je n'ai jamais tant aimé la neige que là-bas. Toutes les pentes en étaient recouvertes. Et seules, quelques lumières pointaient cette blancheur grandiose, plus belle que des étoiles. Couvrant les herbes mauvaises, les orties et le lierre la neige coulait le long des créneaux, comme une crème qui aurait débordé la croûte d'un gâteau.. ou comme un camembert envahisseur !...

Il me chagrinerait que M. *Clémendot* (de l'Yonne) soit d'Avallon. M. Clémendot (de l'Yonne), instituteur laïque, *n'aime pas l'Histoire..* Il l'a dit à Lyon, au Congrès du syndicat national qui comprend 70.000 instituteurs. Et Avallon, qui occupe une position stratégique autrefois importante, s'honore d'un passé de luttes qui est admirable.

J'ai déchiffré avec passion des archives fort respectables, des manuscrits rongés et poussiéreux à point ; et, le soir, par tous les sentiers tortueux qui enlaçaient l'éperon avallonnais, sentiers où des chèvres ont peine à tenir, je m'imaginai les hommes d'armes de Robert Le Pieux s'élançant à l'assaut de la citadelle.

Donc M. Clémendot (de l'Yonne) *n'aime pas l'Histoire*. Il a , pour cela, une raison suffisante : il affirme qu'il ne la « sait » pas. Cet aveu d'ignorance, assez rare chez les instituteurs, laïques, mérite d'être consigné. M. Clémendot (de l'Yonne) n'est pas seulement modeste : il a de la conscience. Il ne veut pas enseigner ce qu'il ne sait pas lui-même, ni " bourrer la cervelle de nos gosses d'un fatras où les esprits les plus avertis ont peine à se retrouver."

On estimait jusqu'ici que l'Histoire était une science, qu'elle avait, *comme toutes les sciences*, un objet précis, qu'elle offrait à notre intelligence et à notre mémoire, *comme toutes les sciences*, des connaissances et des faits indiscutables, et qu'enfin, *comme toutes les sciences*, elle présentait des obscurités et du " fatras ". Ce n'est pas l'avis de M. Clémendot (de l'Yonne). Il est vrai qu'il ne connaît pas l'Histoire...

Je suis persuadé d'ailleurs que sa modestie et sa conscience l'amèneront à avouer qu'il ne "sait" ni la Physique, ni

l'Histoire naturelle, ni la Morale. Et d'ici peu, il présentera sa démission d'instituteur.

Il est dommage qu'à ses belles qualités du cœur M. Clémendot (de l'Yonne) ne joigne une précieuse qualité de l'esprit : la logique. Aucune science n'est parfaite. Pardon, il en est une, dit notre pédagogue. " La vie présente, voilà la véritable, la grande institutrice". Comme si la vie présente n'appartenait pas à l'Histoire ! Comme si la vie présente n'était pas le fatras le plus confus!

Le second argument de M. Clémendot (de l'Yonne), prétend que l'Histoire "ne laisse rien dans le cerveau des enfants..., n'est pas à la portée des enfants" . Cet argument est appuyé, paraît-il, par des expériences répétées. Nous ne ferons pas l'injure, aux élèves de M. Clémendot, de les prendre pour des crétins. Aussi bien tout enseignement ne profite que dans la mesure où il est donné avec science et à propos. Puisque M. Clémendot ne "sait" pas l'Histoire, il n'a pu l'enseigner ; et les expériences qu'il a tentées sur ses élèves ne prouvent rien sinon l'ignorance de M. Clémendot. Si ces expériences se sont étendues à d'autres élèves que les siens, il y a lieu de croire que les instituteurs laïques ne sont pas à la hauteur de leur tâche. C'est trop évident et point n'est besoin de recourir aux lumières de la psychologie pédagogique pour la démontrer.

La pauvreté de ces deux arguments exposés contre l'enseignement de l'Histoire n'est qu'une feinte. Elle nous prépare un coup de massue à l'argument définitif. C'est que M. Clémendot (de l'Yonne) n'est pas un imbécile et "sait" la valeur d'un raisonnement, lorsqu'on s'adresse à 70000 instituteurs laïques.....(*texte inaccessible*)

.....laideurs qui rehaussent sa beauté, tout de même. Il expose une raison entre deux idioties.

"La plupart des manuels d'Histoire, dit-il, à commencer par ceux qu'on utilise dans les écoles laïques, sont saturés du plus pur *esprit clérical*." Nous y voilà. C'est un argument qui a dû porter. Mais ce n'est pas flatteur pour Aulard, ni pour Calvet, ni pour Brossolette... Un laïque trouve toujours un plus laïque qui l'épure. Ce n'est pas flatteur non plus pour l'Episcopat français qui a condamné ces manuels "dans lesquels apparaît l'esprit de mensonge et de dénigrement envers l'Eglise Catholique, ses doctrines et son Histoire."

De l'Episcopat français, M. Clémendot (de l'Yonne) s'en moque, comme de l'Histoire française aussi... comme de la langue française également. "Tant que les peuples croiront à l'Histoire, ils s'entretueront." Croire à l'Histoire? On connaît l'Histoire, ou on l'ignore. On approuve les faits, ou on les désapprouve. On discute certaines interprétations ou on les accepte. Mais parler de croyances lorsqu'il est

question de science, c'est proprement s'abîmer dans le fatras.

Au fond, la principale et la seule raison que ces messieurs aient de supprimer l'Histoire est que l'Eglise y apparaît comme la bienfaitrice de l'humanité. Aussi, plus sincères que les instituteurs modérés qui ont proposé la rédaction de manuels nouveaux inspirés "de l'idée de l'évolution humaine vers le progrès et la justice ", plus sincères et plus logiques avec eux-mêmes, des instituteurs comme M. Clémendot (de l'Yonne) réclament la suppression de l'enseignement de l'Histoire.

Les assassins aussi suppriment ce qui les gêne.

LE PARTHE.

Le Progrès du Finistère, 30 août 1924

16. Les congrès d'instituteurs

Les Instituteurs syndicalistes viennent de tenir leurs Congrès annuels. Les extrémistes adhérents au Communisme Moscovite se sont réunis à Paris. Les autres, qui adhèrent au Syndicat national dirigé par les Cégétistes Glay et Roussel, ont tenu leurs séances à Lyon. Le premier groupement

compte de dix à quinze mille syndiqués, le second en aurait 70.000. On peut se demander en quoi ils diffèrent, en dehors de la question de rattachement à Moscou.

En fait de revendications corporatives, la principale est de part et d'autre une importante augmentation des traitements, qui devraient être, si on les écoutait, relevés d'environ 50 % . De part et d'autre aussi, c'est la même prétention de prendre la tête du mouvement syndicaliste ouvrier et de faire servir l'école à la formation d'une mentalité prolétarienne qui préparerait l'avènement de la « cité future », collectiviste ou communiste.

On sait que la grande réforme qu'ils voudraient introduire dans les programmes scolaires doit porter sur l'enseignement de l'Histoire. A Lyon, M. Clémendot, instituteur dans l'Yonne, en a réclamé la suppression pure et simple, et sa proposition a été accueillie par une ovation frénétique. Il est bon de donner ici quelques-uns de ses arguments : « Les Instituteurs, déclarait M. Clémendot, ne peuvent pas loyalement enseigner l'Histoire puisque eux-mêmes ne la savent pas... Les manuels scolaires, même ceux de Lavisser, sont saturés d'esprit clérical... L'Histoire est non seulement un fatras d'erreurs, mais un tissu de mensonges délibérés... En rappelant constamment d'anciennes querelles et boucheries, l'Histoire pousse les peuples à de nouvelles boucheries, etc. . »

Donc, supprimons l'Histoire à l'école ou, du moins, remplaçons l'enseignement historique « nationaliste » par un « enseignement humain et fraternel inspiré de l'étroite solidarité des peuples ! »

Ce sera très édifiant, et l'Histoire ainsi enseignée fixera enfin la paix sur les frontières et fera des peuples, aujourd'hui hostiles les uns aux autres, des frères !

L'on voudrait espérer aussi cependant que ces nouvelles méthodes et ces nouvelles conceptions n'aient pas seulement que des effets internationaux. Il serait peut-être utile également que nous soyons humains, fraternels et étroitement solidaires entre Français.

Peut-être, en effet, en y pensant bien, avons-nous moins de torts les uns envers les autres que n'en ont envers nous les Allemands dont l'agression de 1914 nous a coûté quinze cent mille morts et une dizaine de départements dévastés. Si l'Histoire nouvelle doit nous apprendre à fraterniser avec ces braves gens, elle doit déjà avoir appris à ceux qui la prônent à être avec leurs compatriotes des modèles de fraternité et d'affectueuse solidarité, même dans les conflits d'idée, tout pacifiques, qui peuvent glisser entre eux comme des ombres sans consistance.

Eh bien, si l'on en juge de l'efficacité pacificatrice de l'Histoire nouvelle par les résultats déjà acquis, il faut bien reconnaître que ses bienfaits ne seront qu'articles

d'exportation, et que si les Français veulent aussi en bénéficier, il faut d'abord qu'ils se fassent boches, russes, bulgares ou turcs, tout enfin excepté de demeurer ou d'être devenus les compatriotes de nos spécialistes en humanité, fraternité et solidarité.

Car pour nous, notre sort est bien réglé et au moins dix des vœux adoptés à Lyon nous signifient qu'avec nous on en restera aux résultats de l'ancienne méthode productrice de haine et d'intolérance.

Voyez, par exemple, les Alsaciens-Lorrains. Demeurés allemands, la sollicitude de nos pacifistes leur était assurée d'emblée contre toute velléité d'impérialisme français qui les aurait voulu traiter comme on a fait des Allemands de la Ruhr. Mais ils sont devenus Français et ont tout fait pour le devenir : dès lors, il n'y a plus à tenir aucun compte de leurs sentiments ; il faut, dût-on pour cela recourir à la force armée et à l'état de siège, leur imposer les lois laïques qui répugnent à leur conscience et font bon marché de leurs libertés!

On juge d'après le cas des Alsaciens comment seront traités les Français de toujours. Voici les fonctionnaires. Le 12^e vœu adopté au Congrès leur est consacré. Il demande qu'on les oblige à envoyer leurs enfants à l'école laïque sous peine évidemment de révocation et sans espoir d'amnistie, pour qu'ils comprennent bien qu'ils sont moins intéressants que

les cheminots allemands qui faisaient dérailler nos trains dans la Ruhr, et dont on a exigé la réintégration !

Voici les congréganistes : le 15^e vœu exige qu'on les mette promptement à la rue et qu'on prive de leur gagnepain les derniers d'entre eux qui vivent encore de l'Enseignement. Voici encore les ecclésiastiques : le 6^e vœu demande en propres termes qu'on « les empêche d'enseigner !! »

D'ailleurs, il faut qu'on sache qu'en France l'enseignement appartient aux instituteurs syndiqués et à eux seuls. Les vœux 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14 et 15 ne tendent qu'à un but : ruiner et interdire la concurrence qui est faite à l'Ecole laïque et syndicaliste par l'Enseignement privé.

On voit qu'en fait de fraternité et de solidarité, les congressistes de Lyon font la part plutôt petite à leurs compatriotes. Et c'est encore un point sur lequel il est assez difficile de les distinguer de leurs collègues congressistes de Paris. Ceux-ci, qui prennent leur mot d'ordre à Moscou, nous disent sans ambages qu'en fait de guerres, ils ne connaissent de légitime et de juste que la guerre civile. Les autres, au lieu de proclamer le même principe, l'appliquent et le détaillent en vœux.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que tous les Instituteurs n'on sont pas là, et l'on nous a appris que, dans les 70.000 prétendus adhérents au Syndicat National il n'y a guère que 17.000 qui soient cotisants.

Mais c'est encore tout cela de trop, sans compter les dix ou quinze mille qui étaient représentés à Paris. M. Clémendot a encore trop d'oreilles complaisantes pour l'écouter.

Et ce qui ressort avec le plus d'évidence de ces deux Congrès de Paris et de Lyon, c'est que plus on y a travaillé pour établir en fait sinon en droit le monopole de l'Ecole athée et syndicaliste, plus tout ce que la France compte de patriotes et d'hommes d'ordre doit manifester sa volonté de maintenir et d'étendre les droits que l'Enseignement privé tient encore de notre législation.

Si, faute de maîtres ou de ressources, l'Ecole libre doit fermer ses portes, les Clémendot auront beau jeu.

F. GOYEN

Le Progrès du Finistère, 23 août 1924

17. Autour d'un monument funèbre aux instituteurs finistériens

Le scandale des pédagogues communistes

M. Balanant interpellé

On devait inaugurer officiellement, le jeudi 3 juillet, dans la cour de l'École normale de Quimper, un magnifique monument dû au ciseau du sculpteur *Armel Beaufils*, édifié par les soins de l'*Amicale* des Instituteurs du Finistère, à la mémoire de leurs collègues morts pour la France. Pieuse pensée qui témoignait de l'union cordiale des membres de l'enseignement primaire.

Hélas ! ce monument n'a pu être inauguré. A la dernière élection du Bureau de l'*Amicale*, le Comité ayant été mis en minorité par les agissements de quelques communistes qui avaient fort habilement profité de l'absence de quelques instituteurs plus pondérés, démissionnaires. Les Communistes formèrent un Bureau provisoire qui aussitôt résolut de tout « chambarder ». Les autorités inaugureraient le monument puisqu'il en avait été ainsi décidé, mais... au cours de la cérémonie, on ne chanterait et on ne jouerait pas *la Marseillaise*. Notre hymne national était par trop réactionnaire: il serait remplacé par l'*Internationale*, oui, devant ce monument élevé à la mémoire de ceux qui étaient tombés pour sauver leur Patrie et avec la Patrie, le Droit, la Justice et la Liberté. L'inscription du monument serait modifiée, les « Morts pour la France » deviendraient des « Martyrs de la grande guerre ».

O blasphème ! Et M. le Préfet, M. le Sénateur-Maire Le Hars, M. l'Inspecteur d'Académie qui devaient prononcer des discours, les communiqueraient au Comité provisoire

communiste. Il ne fallait pas en effet, coûte que coûte, que ces Messieurs profitassent de la circonstance, pour faire entendre leurs patriotiques sornettes.

Premiers résultats: étonnement attristé de M. le Préfet Desmurs, gêne désolée de M. le Sénateur Maire Le Hars; surprise mêlée de colère — qui ne la comprendrait ! — de M. l'Inspecteur d'Académie.

Devant des exigences aussi inqualifiables, tous trois cherchèrent une formule d'entente, mais allez donc trouver une transaction possible avec ceux qui vont chercher leur mot d'ordre à Moscou; l'administration centrale, « alias » le gouvernement, fut mis au courant de cet incident scandaleux, mais pas plus celui-ci que les autorités départementales ne purent faire plier les sans-Patrie, les énergomènes, et la cérémonie fut renvoyée à une date ultérieure. La mémoire des glorieux morts finistériens attendra.

Peut-on voir chose plus profondément attristante ? C'est le seul commentaire que nous nous permettons en exprimant toutefois l'espoir que le gouvernement ait au plus tôt une volonté assez ferme pour rappeler à l'ordre les saboteurs de la gloire de nos héros. Il le doit à lui-même; il le doit au noble corps de l'enseignement primaire; il le doit au pays.

Qu'il prenne garde ! L'instituteur communiste pourrait bien être, dans nos campagnes restées si fidèles à toutes les traditions françaises, le fossoyeur de l'école laïque.

SIMPLES REFLEXIONS

Il y a aujourd'hui unanimité dans tous les milieux et dans l'ensemble du département, pour blâmer l'attitude scandaleuse des instituteurs communistes.

Qu'il nous soit permis toutefois de rappeler que ces mêmes communistes, que journaux et hommes politiques radicaux et radicaux-socialistes, jugent et blâment sincèrement, recevaient sourires et applaudissements de ces mêmes radicaux au cours des réunions de la dernière campagne, électorale, lorsqu'ils injuriaient et calomniaient les candidats démocrates.

Du radicalisme au socialisme, du socialisme au communisme et à la révolution voilà où nous mène le radicalisme qui, pour la satisfaction de profits électoraux, n'hésite pas à accepter l'aide et la collaboration des révolutionnaires.

Ce honteux scandale nous montre l'étendue du mal qui ronge notre pays, la tâche immense qui nous reste à entreprendre.

Il ne suffit pas de geindre, de déplorer et de stigmatiser les auteurs de ce scandale pour avoir l'énergie et le courage de lutter contre les hommes de la révolution

Les Républicains-Démocrates avec la collaboration de tous les républicains sont prêts pour lutter contre les fauteurs de trouble et de désordre.

UNE INTERPELLATION DE M. BALANANT

On comprendra sans peine que le scandale que nous dénonçons ci-dessus ait eu sa répercussion à la Chambre. Mercredi dernier, en effet, M. Balanant, député du Finistère, un des glorieux mutilés de la Grande Guerre déposait une interpellation sur l'ajournement de la cérémonie d'inauguration du monument élevé, dans la cour de l'Ecole Normale de Quimper, à la mémoire des Instituteurs morts pour la Patrie.

M. Balanant veut savoir du ministre de l'Instruction publique

- 1° Pour quelles raisons cette inauguration a été ajournée.

- 2° Quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour qu'elle ait lieu le plus tôt possible.

- 3° Quelle attitude le Gouvernement apportera vis-à-vis du petit groupe de révolutionnaires qui ont osé bannir de la cérémonie notre hymne national.

Il demande que son interpellation soit discutée immédiatement.

Le ministre prie, au contraire, la Chambre de renvoyer l'interpellation à la suite. C'est l'enterrement que M. François Albert réclame pour échapper à la responsabilité qui pèse sur lui et à l'obligation de mettre la Chambre en face de son abdication devant les instituteurs communistes.

M. Balanant insiste pour obtenir du ministre un minimum de promesses que celui-ci se refuse à lui accorder. La *Marseillaise* sera-t-elle jouée ? Et la cérémonie sera-t-elle fixée à un jour très prochain ? Tolèrera-t-on des chants ou des paroles révolutionnaires ? Les communistes réclament le droit à l'*Internationale*. Le ministre n'y ferait-il aucune objection ? En tout cas, il se réfugie derrière une argutie misérable.

Le ministre de l'Instruction publique. — L'interpellation de M. Balanant a un caractère préventif et de plus elle risque de troubler l'atmosphère de recueillement dans laquelle doivent se dérouler des cérémonies comme celle dont il s'agit !

Hypocrisie subtile ! M. Balanant veut un scrutin clair. Sur cette question significative on vote par scrutin public et par 376 voix contre 201, l'interpellation est renvoyée à la suite. La majorité n'est pas pressée de savoir la vérité.

Le Petit Breton, 12 juillet 1924

18. Photographie du monument en 1924 (D'après *Le Petit Breton*, 12 juillet 1923)



Le Monument aux Instituteurs du Finistère morts pour la
France

(Cour d'honneur de l'Ecole normale des garçons, juillet 1924)

19. Annonce de l'inauguration et compte-rendu de non-inauguration par *Le Citoyen*

Le Monument (*Le Citoyen*)

INAUGURATION DU JEUDI 3 JUILLET 1924

QUIMPER

Le monument aux Instituteurs du Finistère

morts pour la France.

Aujourd'hui jeudi, à 11 heures, a lieu, à l'école normale des garçons, l'inauguration du monument élevé à la mémoire des normaliens et des instituteurs du département tombés au champ d'honneur. Nous rendrons compte de cette cérémonie dans notre prochain numéro.

Le Citoyen, 3 juillet 1924

Le compte-rendu du 10 juillet 1924 dans *Le Citoyen*

Nouvelles locales, Quimper.

Le Monument aux Instituteurs du Finistère morts pour la France.

Jeudi, le tirage de notre journal était commencé lorsque nous apprenions que l'inauguration du monument élevé, dans la cour d'honneur de l'école normale des garçons, à la mémoire des **169** normaliens et instituteurs du Finistère tombés au champ d'honneur, avait été différée à la suite d'un incident survenu la veille à la réunion de l'*Amicale*.

Certains membres de l'Association avaient exigé qu'à la cérémonie il n'y eût notamment pas de discours chauvin, que des discours fussent supprimés, et en particulier les chants.

Le Bureau de l'*Amicale* démissionna et fut remplacé par un Bureau provisoire composé de membres protestataires.

Les autorités préfectorale et académique décidèrent, en présence d'un pareil différend, l'ajournement de

l'inauguration, estimant qu'il n'y avait pas, autour de cette cérémonie, l'atmosphère de sérénité et de recueillement qui convient.

Et les parents des disparus, qui étaient venus de tous les coins du Finistère pour assister à l'inauguration du monument, s'en retournèrent le cœur triste...

Cet incident a produit une pénible impression dans tout le département. *Les amis de l'Ecole laïque s'en affligent.*

Nous espérons, malgré tout, que les difficultés seront aplanies, et qu'un accord prochain permettra de procéder, dans les conditions de dignité qui s'imposent, à l'inauguration du Monument élevé pour glorifier la mémoire des Membres du Personnel enseignant du Finistère tombés au champ d'honneur.

oooooooooooo

21. La Marseillaise

TRIBUNE RÉPUBLICAINE.

PLAIDOYER POUR LA " MARSEILLAISE "

*Chant national des Français, hymne universel de Liberté et
de Fraternité*

Ainsi donc, citoyen, tout comme Louis XVIII et Badinguet, vous voulez proscrire le chant immortel, la *Marseillaise* et le reléguer dans les cartons de nos archives.

Ce chant de Valmy et de Jemmapes, cet air crâne qui « a des moustaches » ne trouve pas grâce devant le duvet de vos vingt ans.

Tandis que vous jugez démodées les strophes de l'hymne sacré, vous leur trouvez, en outre, quand elles s'échappent de vos lèvres, un goût de rance qui offusque votre palais délicat. Enfin, vous reprochez à ce chant de sentir la poudre et le sang, ce qui heurte les théories idylliques de votre pacifisme transcendantal.

Je voudrais vous prouver que vous avez tort, que vous êtes momentanément égaré dans un labyrinthe d'idées confuses et vous amener finalement à rallier la masse des braves gens qui n'ont pas cru déchoir en chantant la *Marselllaise* et en servant en même temps la patrie et la République.

La *Marseillaise* n'est pas, quoique vous en pensiez, un chant de guerre et de carnage.

Elle a vu le jour à Strasbourg au moment où la France révolutionnaire était menacée de l'invasion par la conjuration des rois de l'Europe et des émigrés traîtres à la patrie. Le général, marquis de Bouillé, venait d'écrire du Luxembourg

une lettre pleine de menaces à l'Assemblée nationale et intriguait fort auprès des rois pour les amener à mâter la France, s'offrant à guider leurs pas dans la criminelle invasion. Cet hymne ne connaît de haine que pour les traîtres, les mauvais Français,

Tous ces tigres qui sans pitié

Déchirent le sein de leur mère....

Et croyez-vous que les strophes de la *Marseillaise* de 1792 soient vraiment démodées à notre époque ?

Relisez ces vers :

C'est nous qu'on ose méditer

De rendre à l'antique esclavage....

et plus loin :

Quoi ! ces cohortes étrangères

Feraient la loi dans nos foyers !

La guerre de 1914-1918 a été une lutte entre une race qui se prétendait supérieure aux autres et aspirait à l'hégémonie mondiale et des peuples qui voulaient conserver leur indépendance nationale.

Malheureusement, notre pays a été une fois de plus envahi et le Prussien y a fait la loi, saccageant les biens, les productions du sol comme les monuments de l'art, et

soumettant les vieillards, les enfants et les femmes à la pire oppression.

Quand les jeunes adolescents de 15 et de 16 ans étaient arrachés à leurs foyers et déportés en Allemagne, ils chantaient la *Marseillaise* dans les wagons à bestiaux qui les emportaient vers l'exil.

L'un des principes de la révolution française a été celui de la *liberté des nationalités*. La guerre, en 1792, dans l'opinion publique, avait pour but "d'affranchir les peuples opprimés, de briser leurs fers, d'apporter à l'humanité la justice, le bonheur dans la paix et dans la liberté. »

La *Marseillaise* a vu le jour dans cet esprit et elle a combattu avec nos soldats dans ce but d'affranchissement.

Gœthe nous dépeint ainsi nos soldats de la Révolution : « une colonne de *Marseillais*, petits, noirs, aux vêtements bariolés et en guenilles, s'avançant à petits pas comme si le roi Edwin avait ouvert sa montagne et lâché sa joyeuse armée de nains. Ce qui fit le plus de sensation, ce fut l'arrivée des chasseurs à cheval. Ils s'étaient avancés jusqu'à nous en silence ; tout à coup leur musique fit entendre la *Marseillaise* ; ce *Te Deum* révolutionnaire a quelque chose de triste et de menaçant, même lorsqu'il est vivement exécuté ; cette fois les musiciens la jouaient trop lentement, en réglant la mesure sur la lenteur de la marche. C'était saisissant et terrible. »

Et Henri Heine, le Prussien libéré, s'exprime de la sorte :
« Quand je ne savais pas ce que signifiait le mot liberté, le tambour Le Grand me tambourinait la *Marseillaise* et je comprenais. »

Ainsi donc, le chant de la *Marseillaise* a été le chant de la **liberté** ; il a été pendant la dernière guerre le chant de la **civilisation** pure contre la barbarie scientifique, celui « de l'humanité contre la sauvagerie cultivée ». La *Marseillaise* est, de plus, un chant de **fraternité**.

Ecoutez Michelet :

« Si la *Marseillaise* n'était qu'un chant de guerre, les nations ne l'auraient pas toutes adopté. La *Marseillaise* est un chant de *fraternité* ; ce sont des bataillons de frères qui, pour la sainte défense du foyer, de la patrie, vont ensemble, d'un même cœur. C'est un chant qui, dans la guerre, conserve son esprit de paix. Qui ne connaît cette strophe sainte :

Épargnez ces tristes victimes... »

Quand j'étais étudiant et que j'avais 20 ans, sans doute l'âge du jeune citoyen auquel je m'adresse, j'ai lu une admirable plaidoirie de Crémieux pour trois jeunes gens qui, en 1819, avaient été traduits devant la cour d'assises du Roi pour avoir chanté la *Marseillaise* qualifiée alors de *cri séditieux publiquement proféré*.

Le grand avocat montre aux jurés ce qu'il y a de noble, de grand, de généreux dans le dernier couplet...

Amour sacré de la Patrie...

Et il termine son plaidoyer en disant: "Non, non, plus de proscription contre ce chant immortel ! Berçons, berçons nos enfants avec la *Marseillaise* ; apprenons leur ainsi l'horreur de l'étranger, envahissant notre territoire, la bravoure indomptable contre l'ennemi, l'amour sacré de la Patrie, le culte saint de la Liberté. »

Le Jury déclara *non coupables*. Les 3 jeunes gens furent acquittés.

Dans la *Marseillaise* il y a le début du couplet :

Allons enfants de la Patrie...

Rien de plus doux que ce nom, la Patrie !

Je l'aime de tout mon cœur, et je l'aime encore et aussi avec le souvenir de tous ceux qui l'ont célébrée depuis Andromaque jusqu'à Jaurès.

Quoi de plus tendre que le souvenir de la captive de Pyrrhus donnant dans l'exil le nom de Simois à un ruisseau qui lui rappelait ainsi le nom d'un fleuve de sa patrie!

Quoi de plus beau que la définition de la Patrie lancée par Jaurès à un cynique qui, dans une réunion publique, ricanait en entendant prononcer le nom de Patrie :

"C'est ce à quoi nous tenons par nos souvenirs et par nos espérances, par l'immobilité des tombes et le tremblement des berceaux"

Ajouterai-je, citoyen, pour vous convertir qu'au congrès international socialiste de Copenhague les délégations des nations du monde défilaient devant les tribunes où se trouvait Jaurès en chantant la *Marseillaise*, chant international de liberté.

Enfin, je vous sou mets ce récit qui vaut un tableau. Il m'a été confié par M. Henri de la Porte, député socialiste, qui assista en 1907 au congrès socialiste de Stuttgart :

«Les socialistes wurtembergeois avaient offert à tous les délégués de l'Internationale un splendide pique-nique dans la montagne de Souabe, tout près de Stuttgart, à la Maison du Tireur. C'était le soir, le soleil commençait à se coucher derrière le flanc des coteaux vert sombre. Nous étions tous là, tous les délégués du monde entier, réunis en plein air et nos camarades de Wurtemberg nous accueillaient avec joie. Des tables dressées partout. Des jeunes militantes apportaient à chacun la cruche de petit vin de Souabe, les sandwiches et les charcuteries légères ; empressées, elles étaient coiffées du bonnet phrygien rouge à la cocarde tricolore, le bonnet révolutionnaire des Français de 1792, resté à leurs yeux un symbole. La nuit descendait. Partout les lanternes s'allumaient et couvraient tout le flanc de la

montagne ; les délégués par groupes, les uns après les autres, entonnaient leurs chants ; après notre *Internationale*, le *Drapeau Rouge* avait sur les lèvres des Slaves des accents prenants qui vibraient au milieu de l'attention générale... Chaque peuple disait son refrain de combat, d'espoir ou de révolte. Et soudain, à un signal, toute cette foule immense se mit à entonner la *Marseillaise*. Les Français se regardaient, muets, et le chant montait, montait, s'enflait dans la nuit, gonflé d'un souffle nouveau. Ah ! ce n'était plus la *Marseillaise* des comices agricoles, celle des déplacements sous-préfectoraux, ou des manifestations nationalistes ! Non c'était l'antique, l'ancienne *Marseillaise*, la *Marseillaise* vivante, étincelante, emportant tous les exploités contre tous les despotes. C'était le cri de liberté de toute l'Humanité...

Jamais aucune mémoire, aucun tableau, aucun écrit, aucun poème ne nous fit sentir plus fortement le souffle puissant des révolutions que cette *Marseillaise* éclatant là, en terre allemande, en pleine nuit, dans le grand air pur de la montagne souabe, — clamée par les bouches vibrantes de tout ce peuple, qui va compléter tout à l'heure sa pensée en entonnant le *Sozialisten-Marck*, la marche socialiste, le grand hymne de la société moderne... »

Je regrette, citoyen, votre geste de proscription contre la *Marseillaise*.

En exagérant ainsi, quelques uns de vos camarades et vous, vous avez comblé de joie la cléricaille attentive à souligner nos fautes et à en tirer parti pour le succès de son opposition tour à tour effrontée et hypocrite à la laïcité.

Souvenez-vous, citoyen, du proverbe turc : "Veux-tu savoir si tu dois te réjouir ou t'affliger d'une chose, regarde l'œil de ton ennemi. »

Georges LE BAIL.

Le Citoyen, 17 juillet 1924

21. Les admissions aux Ecoles normales de Quimper en juillet 1924

Voici les listes d'admission aux écoles normales :

Garçons

MM. Louis Le Moigne, Ferdinand Digras, Adrien Clech, René Cozan, Marcel Gaonach, Jean-Marie Le Bris, François Bourdon, Louis Rungoat, Raymond Brillet, Henri Jadé, Victor Gautier, Jean Simon, Henri Le Nahellec, Jean Mérer, Olivier Colléter, Jean-Marie Hénaff, René Foucaud, Jean Yvenou, Nicolas Kernéis, Marcel Divanac'h, Antoine Ragil, Jean-Louis

Berrien, Alain Le Corre, Robert Hingant, Yves Péron, Yves Courtès, Jean Kerlidou, Jean-Louis Faou, Corentin Bourhis, Mathurin Guillou, Jean Nédélec, Jean Plougastel, Alexandre Le Gall, Jean Gourlay, Jean Le Berre, Hervé Dœuff.

Liste supplémentaire: MM. Jean Lann, Olivier Quillien, Louis Laurent,

Filles

Mlles Jeanne Herry, Louise Gourmelen, Paule Flers, Eugénie Guéguen, Marie Signor, Marie-Anne Mével, Jeanne Madec, Yvonne Stéphan, Henriette Riou, Jeanne Buttault, Louise Cabel, Yvonne Le Borgne, Marcelle Le Bars, Jeanne Deuffic, Louise Fentren, Suzanne Lucas, Jeanne Berny, Marie Morel, Simone Le Clanche, Alice Le Bras, Marie-Anne Coffec, Yvonne Pétilion, Gabrielle Quéré, Madeleine Goyat, Louise Guiader, Jeanne Salaün, Claire Cotten, Marie-Anne Piriou, Louise Autret, Suzanne Dornic.

Liste supplémentaire: Mlles Anne Cadiou, Geneviève Lorjou, Yvonne Grall, Marie Le Bihan, Anne-Marie Omnès, Jeanne Le Bail, Marie Bonis, Marcelle Pichon, Désirée Lars, Joséphine Lollichon.

Le Citoyen, 31 juillet 1924

22. Pour le combat laïque !.

Les Instituteurs Laïques et le Progrès du Finistère

Le Citoyen a reproduit, il y a quinze jours, l'article de la *Dépêche de Toulouse*, dont l'influence politique, qui s'étend à tout le midi de la France, a largement contribué, lors des dernières élections, à la défaite du bloc national.

Cette reproduction a mis *Goyen* dans la joie. Il y voit une condamnation des tendances extrémistes de certains membres de l'enseignement public.

Le fait est exact. L'instituteur a seulement pour mission d'inculquer à l'enfant les connaissances qui correspondent au premier savoir, de lui donner une éducation libérale affranchie des dogmes, de lui apprendre à penser par lui-même et à suivre dans la vie les libres préférences de son esprit, que ce soit dans le domaine économique et social ou dans celui plus brûlant de la religion et de la politique.

Quand un instituteur fait, dans son école, de la politique de classe, il méconnaît la neutralité qui est à la base de l'enseignement public, et, quand il essaie d'imposer à l'enfant des idées toutes faites, il imite les cléricaux et mérite comme eux d'encourir le reproche de sectarisme.

Nous appropriant les idées de M. Huc, qui signe *Pierre et Paul* dans la *Dépêche de Toulouse*, nous l'avons dit comme un homme qui ne ruse pas avec la franchise et qui appelle un chat un chat, et *Goyen* un clérical...

Goyen tombe dans le reproche encouru autrefois par un Anglais qui, en débarquant à Calais, aperçoit dans la rue une femme rousse et se hâte aussitôt d'écrire à un ami qu'en France toutes les femmes sont rousses.

Qu'il y ait, parmi les instituteurs, des syndicalistes et des communistes, nous ne pouvons l'empêcher. Je prétends qu'ils sont une petite minorité et que, dans cette minorité d'adhérents, il en est bien peu qui affichent publiquement et localement, dans la commune ou le canton où ils enseignent, des idées pouvant nuire à leur école.

Quand, par aventure, la chose est arrivée, l'école en a éprouvé aussitôt du dommage, ce qui est inadmissible.

L'extravagance des idées est parfois le lot passager de la jeunesse et c'est un mal dont on se guérit vite au fil des ans. Heureux, ou plutôt bien malheureux sont ceux qui, comme les séminaristes, les ignorantins et autres instituteurs libres (ô dérision !), sont condamnés à n'avoir pas de jeunesse. *Une vie sans jeunesse est comme une année sans printemps.*

A dire vrai, et, tout balancé, je préfère avec Tacite les orages de la liberté au calme plat de la servitude. Les curés

et les instituteurs libres sont habitués à marcher alignés comme à l'exercice. Au nom de la sainte discipline, on leur impose leurs devoirs en quelques mots simples et précis comme des dogmes ou des commandements militaires. Toute la vie, ils en sont réduits à n'être que des matricules et à rester alignés comme à le parade. Malheur au premier qui bouge dans le rang ! Attention au commandement ! Par le flanc droit arche ! Une, deusse, une, deusse, halte !

Nos instituteurs publics ont, dans leur grande généralité, je dis même dans leur presque unanimité, le sentiment très exact et très vif de leurs devoirs. J'en connais qui sont admirables d'abnégation et de dévouement et qui croiraient déchoir s'ils ne faisaient chaque jour plus que leur devoir.

Quel supplice pour eux de se sentir constamment sous le regard du curé qui contrôle, menace, calomnie, et leur fait le concurrence la plus déloyale ! A quoi leur sert de remplir idéalement leur mission puisque le mal, sans cesse dénoncé par le curé, est dans la neutralité même de leur enseignement. On parle d'apaisement dans les esprits et d'union sacrée dans les cœurs, alors que, sans cesse, on sème, à toute volée, des germes irritants de division entre Français petits et grands.

Cette situation est intolérable.

Les cléricaux qui poursuivent un rêve incessant de domination politique doivent être arrêtés dans leur propagande criminelle qui tend à couper la France en deux.

D'où la nécessité de la défense laïque qui s'impose plus que jamais.

Mais je n'ai cessé de dire dans les conférences, faites à travers le département du Finistère, qu'il appartient, plus que jamais, aux maîtres et aux maîtresses d'organiser aussi la défense intérieure de l'école. Ils et elles n'y parviendront qu'en suivant la lettre et l'esprit des programmes, en prodiguant à l'éducation de leurs élèves sous les formes les plus diverses, au-delà même des heures de classe, les trésors d'activité morale que leur jeunesse et leur santé ont en réserve.

L'enseignement public peut à la rigueur se maintenir et vivoter si les maîtres qui en sont chargés font simplement et strictement leur devoir.

Il ne peut porter tous ses fruits et triompher de l'âpre concurrence qui lui est faite que si les dispensateurs de cet enseignement se sacrifient pour de bon à la formation et à l'avenir de leurs élèves, en s'y intéressant au-delà du moment où on les a jugés dignes de recevoir le certificat d'études.

A quoi bon former les élèves si, à la sortie de l'école, les cléricaux qui les guettent, s'en emparent pour les déformer et les pétrir de nouveau à leur guise pour la plus grande gloire du cléricalisme, cette grande machine de Réaction.

Georges LE BAIL

Le Citoyen, 28 août 1924

oooooooooooo

23. La Morale Prolétarienne de l'Internationale de l'Enseignement

La « Section française de l'Internationale de l'Enseignement » a dressé dernièrement un tableau sommaire des principales notions intellectuelles et morales qui doivent former le couronnement de l'éducation de la classe prolétarienne. « *Ce sont, dit le rapporteur, les principaux articles de foi rationnelle qui feront, dans la société actuelle, de l'enfant devenu homme, un révolutionnaire.* »

Il nous a paru intéressant d'étudier de près les articles de ce nouveau *Credo*. Ils sont au nombre de sept, et sont présentés sous les titres suivants : *Idées de lutte des classes, de travail, d'égalité, de solidarité et fraternité, d'humanité et internationalisme, de rationalisme et évolution, d'hygiène.*

A première vue, il est possible de faire à cet exposé un double reproche : il est incomplet et il ne se laisse pas facilement ramener à l'unité d'une idée directrice. Il est incomplet en ce qu'il se préoccupe uniquement d'établir une morale sociale, sans tenir compte des exigences de la morale individuelle; or, toute morale, par définition, commence par fixer les devoirs de l'individu à l'égard de lui-même, avant de fixer les devoirs de l'individu à l'égard de la société.

D'autre part, on eût désiré voir affirmer l'idée maîtresse à laquelle se rattachent toutes les autres ; la discussion en eût été facilitée, et la clarté y eût gagné, tandis que c'est seulement au cours de l'examen que nous essayons de cette nouvelle théorie morale que nous verrons se dégager peu à peu les principes ou les tendances auxquels se réfèrent les maîtres de cette doctrine.

Toutefois, ces réserves faites, reconnaissons que tel quel l'exposé de la morale prolétarienne, témoigne d'un sérieux effort pour présenter contre la morale traditionnelle (celle dont nous vivons, et dont nous nous réclamons tous plus ou

moins) un système qui se tienne et qui prétende donner satisfaction aux aspirations confuses ou conscientes du prolétariat moderne.

Il faut bien avouer que cet effort est nouveau. La bourgeoisie radicale qui a pris en mains, presque à ses débuts, les destinées de la troisième République, ne s'est guère mise en frais pour l'éducation du prolétariat. Par définition, cette éducation se donne à l'école, surtout à l'école primaire : or, cette école, la bourgeoisie l'a faite à l'image de son idéal qui est assez étroit. Entrez dans une classe d'école primaire officielle, vous y verrez, à la même place où l'école chrétienne attache le crucifix, *la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*. C'est un symbole : mais il date. Car enfin la Déclaration de 1791 n'est autre chose que la charte qui garantit à l'ancien Tiers-Etat, c'est-à-dire à la bourgeoisie, le droit d'user de ses richesses et de ses talents pour gouverner et administrer la chose publique. En quoi voulez-vous que ceci intéresse le prolétariat ? Si l'on y trouve des talents, et c'est incontestable, l'on n'y trouve pas cet argent qui permet, en toute république aristocratique ou même bourgeoise, de parcourir la carrière des honneurs. Il ne faut donc pas s'étonner que l'ouvrier se désintéresse de plus en plus des « immortels principes de 89 » et qu'il se montre de moins en moins disposé à faire le jeu des politiciens et des arrivistes de la bourgeoisie.

Ce qui est étonnant, c'est qu'il ait si longtemps fait cause commune avec eux. Mais ici intervient un élément politique que nous retrouverons au cours de cette étude. Une audacieuse transposition des termes a permis aux républicains opportunistes, puis aux radicaux et enfin aux radicaux-socialistes de qualifier de progrès social une action de nature politique et même de caractère négatif.

L'activité législative de la plupart des gouvernements et des assemblées de la troisième République se caractérise par le vote et l'application des lois dites laïques : *Lois de l'enseignement, du divorce, des congrégations, de la séparation, etc...* C'est là-dessus surtout qu'ont porté les grands débats et luttes parlementaires. Pendant ce temps, c'est à grand peine que les *Millerand, les de Mun, les Guesde, les Jaurès, les Lemire* arrachaient à l'inertie d'assemblées conservatrices quelques rares lois de progrès vraiment social. Pour les ouvriers déçus, cet effort, social devait se traduire par deux faits symboliques : *l'avortement de la loi de l'impôt sur le revenu tentée par le démagogue Caillaux, et, surtout la dérision de la loi sur les retraites ouvrières.*

Ainsi il est trop vrai que le prolétaire n'a pas trouvé son compte dans les prétendues réformes que lui offraient les radicaux d'avant-guerre. La Chambre de 1911-1918 se serait peut-être concilié le monde ouvrier en faisant preuve de courageuses initiatives sociales : un syndicalisme hardi d'une part et d'autre part, une volonté très nette de protéger le

travailleur par les assurances sociales auraient pu la rendre populaire. Les circonstances de politique extérieure où elle se débattait tant bien que mal, le désir de trouver à tout prix de l'argent pour le jeter dans le budget des dépenses recouvrables l'ont amenée à des mesures telles que l'impôt sur le chiffre d'affaires, l'impôt sur le salaire, impôts compliqués par le double décime, qui ont condamné le bloc national dans l'opinion, et déterminé le triomphe du cartel des gauches.

Mais le cartel n'est que le résultat d'une tactique électorale. Après comme avant, la question sociale reste entière, et le prolétariat attend... *Quoi? La réalisation d'une justice sociale qu'il se représente confusément comme une sorte de messianisme des temps modernes, mais dont il veut l'avènement et auquel il espère de toutes les forces d'une foi encore candide malgré les nombreuses déceptions qui l'ont éprouvée.*

Quels sont les prophètes de cette foi nouvelle ? Il y en a de deux sortes : ce sont les socialistes et les communistes. Entre la section française de l'internationale ouvrière (S.F.I.O.) et la Section française de l'internationale communiste (S.F.I.C.) il y a d'ailleurs plus de divergences que de points communs, car ceux-là s'inclinent volontiers vers la politique de l'opportunisme et des compromis, tandis que ceux-ci ont encore la belle intransigeance des nouveaux venus. Malgré tout, ces frères ennemis se rencontrent en

ceci qu'ils ont un objectif révolutionnaire et qu'ils prétendent l'atteindre dans un délai plus ou moins reculé.

Les uns et les autres — les dernières élections l'ont montré, qui ont amené à la Chambre **plus de cent socialistes et plus de vingt communistes** — sont une force avec qui il faut compter ; une force qui, d'ailleurs, ne se contente pas de jouir de la victoire, mais qui entend bien l'exploiter et l'étendre et qui ne se montrera satisfaite que lorsqu'elle sera vraiment l'expression exacte et authentique du prolétariat. C'est cette volonté tenace de conquête qui explique l'initiative que prend l'Internationale de l'enseignement de dresser un programme de « **l'éducation de classe prolétarienne** ».

L'Internationale de l'enseignement groupe quelque *quinze mille instituteurs et institutrices*. S'ils n'adhèrent pas formellement soit à la S.F.I.O., soit à la S.F.I.C, ils ne cachent guère leurs sympathies pour ces organisations au service desquelles ils mettent volontiers l'ardeur de leur jeunesse. Ce sont, en effet, pour la plupart des jeunes. Après quarante ans, l'instituteur s'embourgeoise, et devient radical, voire abonné au journal *Le Temps*. **Mais le jeune instituteur qui sort de l'Ecole normale, les dents longues, libre de préjugés et même de croyances, armé d'un bagage scientifique plus ou moins homogène et cohérent, animé du désir de former à son image la jeunesse qui lui est confiée, cet instituteur prend volontiers des allures**

de révolutionnaire, et c'est avec un joyeux enthousiasme que, pour sa part, il donnera l'assaut contre la société qu'il trouve mal faite et qu'il veut renverser.

C'est pour lui qu'a été rédigé par des maîtres imprudents ce Credo d'un nouveau genre ; c'est ce Credo qu'il prêchera, car il s'agit bien ici d'un apostolat et d'une foi qui malheureusement ne va pas sans fanatisme. C'est ce Credo que se propose d'étudier l'auteur de ces lignes : il le fera sans parti-pris et sans haine, se rappelant d'abord qu'il a reçu les premiers éléments de son instruction, d'instituteurs laïcs qui vivent encore et dont il garde un déférent souvenir ; se rappelant aussi qu'il faut faire, même à ses adversaires les plus acharnés, le crédit de la sincérité et de la bonne foi, et que si l'erreur n'est pas respectable, la bonne foi et la sincérité le sont toujours.

Eugène

Le Petit Breton, 26 juillet 1924

oooooooo

24. Le Monument aux Morts de l'ENG non inauguré en 1924

Deux URL à consulter sur asvpnf.com :

<https://asvpnf.com/index.php/2018/02/12/le-monument-aux-morts-de-leng-de-quimper-non-inaugure-en-1924-1/>

<https://asvpnf.com/index.php/2018/02/12/le-monument-aux-morts-de-leng-non-inaugure-en-1924/>
